

1550

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12240

6 F

DIMANCHE 3-JUNDI 4 JUIN 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

M. Reagan exalte la force et l'unité de l'alliance atlantique

Dans un entretien avec « le Monde » le président des Etats-Unis affirme que son objectif, s'il est réélu sera de convaincre l'URSS d'ouvrir des négociations

Le président Reagan, qui a quitté Washington pour l'Irlande vendredi 1^{er} juin, puis doit assister le 6 aux cérémonies commémorant le débarquement allié de 1944 en Normandie, avant de prendre part au sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, de 7 à 9 juin à Londres, a accordé un entretien à sept journalistes représentant le Monde, The Times de Londres, Die Welt (Allemagne fédérale), Il Tempo (Italie), l'Agence de presse Kyodo News Service (Japon), le Toronto Globe and Mail (Canada) et l'Irish Press (Irlande).

Des images présent sur l'ouverture du sommet économique de Londres. L'un d'entre eux est la crise provoquée par l'endettement international. Une solution à long terme concertée est-elle possible? Que peuvent faire les Etats-Unis pour maintenir la confiance dans leur système bancaire?

Le programme en cinq points sur lequel nous nous étions tous mis d'accord au cours du sommet de l'année dernière à Williamsburg, a bien fonctionné. Je suis sûr qu'il y a ici et là un mécontentement chez certains, mais je crois que dans la mesure où cela fonctionne, et fonctionne au cas par cas, nous devrions poursuivre sur cette voie. Ce que nous pouvons faire de mieux pour contribuer maintenant à aider (les nations endettées) est de consolider et, si possible, de renforcer la reprise actuelle.

Vous avez déclaré ces derniers jours que le monde se sentait un peu plus en sécurité en raison du renforcement de la position de l'Amérique dans le domaine des armes stratégiques et conventionnelles. Pensez-vous que le monde puisse se sentir un peu plus en sécurité pour une longue période en l'absence d'un accord avec l'Union soviétique limitant le niveau des armes nucléaires?

Notre but ultime, bien sûr, est de voir l'URSS revenir à la table de négociations et se joindre à nous, pas seulement pour une limitation du type SALT, qui consistait uniquement à poser des règles à la course aux armements dans la mesure où la limitation ne portait que sur le nombre d'armes supplémentaires que l'on pouvait continuer à développer. Depuis la signature du traité SALT, l'Union soviétique a ajouté 3 950 têtes nucléaires à son arsenal. Au cours des dernières décennies, les Etats-Unis ont déployé de nombreuses têtes en faveur de la défense passive, nous avons procédé à un désarmement multilatéral avec l'idée que, peut-être, si nous agissions ainsi et que nous fassions la preuve de notre bonne foi, elle ferait de même et réduirait le niveau de son propre armement. Elle ne l'a pas fait. Les Soviétiques se sont engagés dans le plus massif programme militaire que le monde ait jamais vu.

La raison pour laquelle je crois qu'il y a plus de sécurité aujourd'hui tient au redressement que nous avons opéré du point de vue de notre force militaire, à la force de l'alliance atlantique et à l'unité que

nous avons assurée. L'alliance a résisté à toute cette propagande des Soviétiques sur le déploiement des missiles à portée intermédiaire, et leurs efforts pour nous diviser ont échoué. A ce propos, je voudrais attirer votre attention sur un article récemment publié dans l'Economist et intitulé « L'hibernation de mai ». C'est une idée qui ne m'était pas venue mais qui me paraît très sensée. L'auteur de cet article dit qu'ils n'ont aucune réponse à donner actuellement et que, en conséquence, ils font seulement le gros dos et « hibernent » en attendant d'avoir trouvé une réponse. Il est sûr qu'ils sont malheureux. Disons que s'ils sont malheureux, c'est parce qu'ils n'ont plus la voie libre comme ils l'avaient il y a peu de temps encore.

On peut considérer que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont un intérêt commun à réduire l'actuelle crise du Golfe. Partagez-vous cette opinion, et si c'est le cas, envisageriez-vous d'utiliser cette crise comme une occasion de rouvrir le dialogue américano-soviétique?

Je ne crois pas que cela s'y prête. Nous avons toujours des contacts avec l'Union soviétique. Nous avons continué à négocier avec elle sur des problèmes autres que la réduction des armements, des questions qui la préoccupent et sur lesquelles certains progrès ont été faits. Ce faisant, nous avons montré très clairement que la porte était ouverte pour des négociations. Pour ce qui est du Golfe, aucun d'entre nous ne veut que la crise prenne les proportions d'un conflit majeur. Les nations du Golfe elles-mêmes n'ont

pas demandé d'autre aide que des armes supplémentaires pour leur propre défense - armes que nous avons fournies. Je considère que c'est là une voie raisonnable. Si les choses allaient plus loin, alors je pense que les grandes puissances, nous-mêmes et nos alliés, devraient se concerter. Car nos alliés auraient beaucoup à perdre si l'approvisionnement énergétique était interrompu.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

Les nouveaux records de l'électronique japonaise

Après avoir augmenté leurs ventes de 16,50 % en un an les industriels nippons vont amplifier leur offensive

Tokyo. - Déjà sans équivalent, même aux Etats-Unis, la poussée des industries du secteur électrique et électronique au Japon s'est encore accentuée au cours de l'année fiscale 1983 qui s'est achevée le 31 mars dernier. Et ce n'est pas fini. Tablant sur une forte demande dans l'informatique et l'audiovisuel grand public, l'Association des industries de l'électronique japonaise (AJET) prévoit une nouvelle et forte progression.

Cette association vient d'établir le bilan de l'année écoulée. Elle reconnaît s'être lourdement trompée dans ses pronostics, mais ne s'en plaint pas. Elle avait envisagé une croissance de 8,5 %. En fait, le taux d'expansion a été proche du double : 16,5 % en valeur ; l'électronique a rapporté 55 milliards de dollars (440 milliards de francs), la moitié de cette somme provenant des exportations.

Dans la catégorie des produits destinés à l'industrie, la palme revient aux ordinateurs (près de 9 milliards de dollars, soit environ 72 milliards de francs) et aux pro-

De notre correspondant

duits périphériques (11 milliards de dollars, soit 88 milliards de francs) dont les progressions atteignent respectivement 20 % et 24 %.

Arrivent ensuite au classement les matériels audiovisuels grand public. La production de magnétoscopes, dont les Japonais conservent le quasi-monopole, a augmenté de 40 % en volume mais seulement de 17 % en valeur. La guerre des prix est passée par là. Les exportations ont augmenté d'environ 16 %. Les accords de limitation passés avec la CEE ont été compensés par une forte reprise de la demande aux Etats-Unis.

Groupée, l'offensive nipponne continue et s'amplifie également dans la catégorie des composants. Pour la première fois, les ventes de circuits intégrés ont dépassé l'an dernier 4,4 milliards de dollars (36,2 milliards de francs.), progressant de 36 %. Leur production a doublé en trois ans. Les mémoires à soixante-quatre K-RAM (mémoires vives) sont

les plus demandées. La 256 K-RAM, d'une capacité de mémorisation quatre fois supérieure, fait des débuts prometteurs.

Pour faire face à la demande croissante de circuits intégrés et de semi-conducteurs (qu'on appelle le « pétrole » de l'informatique) afin de produire massivement en équipement et bâtiments nouveaux, au Japon et à l'étranger, soit 50 % de plus que l'an dernier. Ces dépenses sont très supérieures à celles engagées par les Américains, avec environ 2,3 milliards de dollars (18,4 milliards de francs), pourtant doublées d'une année sur l'autre.

Les exportations japonaises de circuits intégrés vers les Etats-Unis ont augmenté en 1983 de 50 %, atteignant environ 750 millions de dollars (6 milliards de francs). Elles devraient doubler cette année. Les importations d'éléments en provenance des Etats-Unis augmentent également fortement (près de 100 % en 1983), mais pas suffisamment pour empêcher l'alourdissement du déficit américain. L'excédent japonais est évalué pour l'an dernier à près de 320 millions de dollars (2,6 milliards de francs), comparé à 132 millions de dollars (1,1 milliard de francs) en 1982.

Ce tableau illustre la dynamique et, désormais, la quasi-prédominance industrielle de l'électronique japonaise. Cependant, comme dans l'automobile, il montre la dépendance à l'égard des marchés extérieurs et l'importance d'un libre accès à ces marchés. Or on sait, ici encore, que les mêmes causes (concentration, compétitivité) ont tendance à provoquer les mêmes effets protectionnistes.

Aussi les fabricants japonais d'électronique se trouvent-ils de plus en plus contraints, par des partenaires dépassés, à accepter des « accords d'autolimitation » contrairement au libre-échange et à modifier leur stratégie d'exportations directes en multipliant les implantations d'unités de production au cœur même des grands marchés industrialisés. Cette internationalisation est surtout notable aux Etats-Unis et, pour la CEE, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

R.-P. PARINGAUX.

AU JOUR LE JOUR

Chasseurs et gibier

Elle est ouverte. Pour de bon, officiellement, réglementairement et dans les formes, depuis zéro heure ce samedi 2 juin.

Quelques heures avant l'ouverture, ils n'étaient encore que douze fusils inscrits. Trois ou quatre grands, et des tirailleurs optimistes. Douze comme les signes du zodiaque, comme les tribus de la Lot, comme les tribus d'Israël et, bien sûr, comme les apôtres.

C'était trop beau. En avant-dernière heure, on en a vu arriver un treizième. Du coup, ils étaient treize à table... Heureusement, un quatorzième s'est présenté à la toute dernière heure.

Les voici donc définitivement quatorze pour l'ouverture française de la chasse aux voix européennes. Chacun espère un tableau à la mesure de ses ambitions ou au moins de ses moyens. Le gibier n'a qu'à bien se tenir.

Le plus beau de l'histoire, c'est qu'il ne manquera pas un lapin ni un pigeon pour se laisser tirer avec enthousiasme.

JACQUES CELLARD.

LES PROJETS DU PARIS-SAINT-GERMAIN

Le football coté en Bourse

Le ballon rond va-t-il faire son entrée à la Bourse de Paris? Pourquoi pas. Le Tottenham Football Club figure bien depuis l'été dernier à la rubrique « loisir » du London Stock Exchange.

En l'occurrence, le célèbre club de football Paris-Saint-Germain (PSG), bien moins que lui, envisage très sérieusement cette possibilité en usant des facultés offertes par le second marché, si, bien sûr, le projet de loi instituant des sociétés à objet sportif (SOS) était adopté.

Le PSG a-t-il tant besoin d'argent? Le problème ne se pose pas vraiment en ces termes. De l'argent, le PSG en a. Il est subventionné par la Ville de Paris (7,5 millions de francs), profite d'une détaxe de la municipalité (3,7 millions), des publicités de marques et de la fidélité des huit mille abonnés du Parc des Princes. RTL, aussi, lui apporte son concours financier. Quant à ses recettes elles augmentent rapidement, de 32 % pour la saison 1981-1982, de 75 % encore pour la saison 1982-1983 (65,6 millions de francs) et ont permis de dégager l'an dernier un bénéfice net de

4,66 millions de francs, dont le produit a servi à éponger une partie de la dette traînée depuis 1978 (10 millions de francs) maintenant réduite, dans la situation nette comptable, à 2,87 millions. Mais les dépenses s'accroissent à toute allure. Le fisc, surtout, a la main lourde (+ 78 % d'impôts durant l'exercice 1982-1983). Entre la taxe sur les spectacles (18 %), la taxe additionnelle (10 %), la taxe sur les salaires (entre 12 % et 13 %) et diverses redevances, le PSG est plus imposé qu'une entreprise! Ainsi en calcul marginal, le salaire net d'impôt perçu par un joueur n'est plus que de 5,60 F sur les 50 F bruts encaissés au guichet après la cascade des taxes et charges diverses, soit un rapport de 8,6 à 1. Or dans le monde du football, comme ailleurs, les miracles n'existent pas. Pour rester performant, continuer d'offrir de bons spectacles au public, le PSG doit former des équipes et s'assurer le concours de joueurs réputés.

ANDRÉ DESSOT.
(Lire la suite page 20.)

L'ÉQUIPEMENT DES HOPITAUX FRANÇAIS

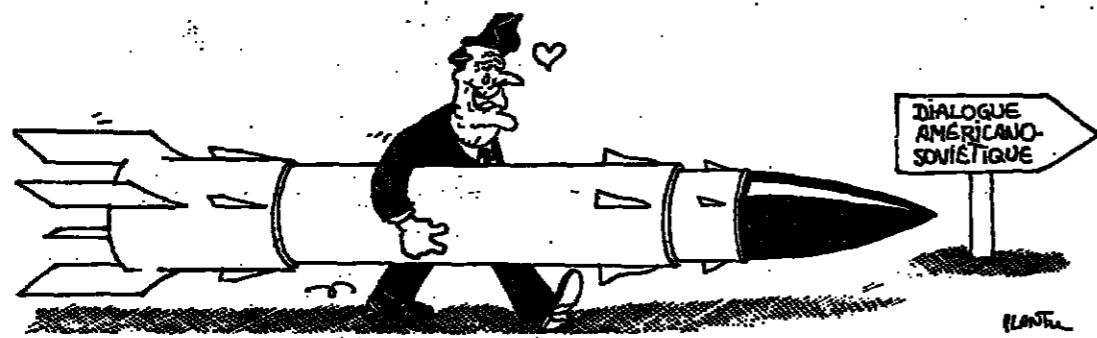
Des ondes de choc pour détruire les calculs rénaux

Le ministre des affaires sociales vient d'autoriser l'installation d'un lithotriporteur dans un centre hospitalier français (Hospices civils de Lyon). C'est le second appareil de ce type autorisé en France. Le premier, destiné à l'Assistance publique de Paris, sera prochainement installé à l'hôpital Necker-Enfants malades.

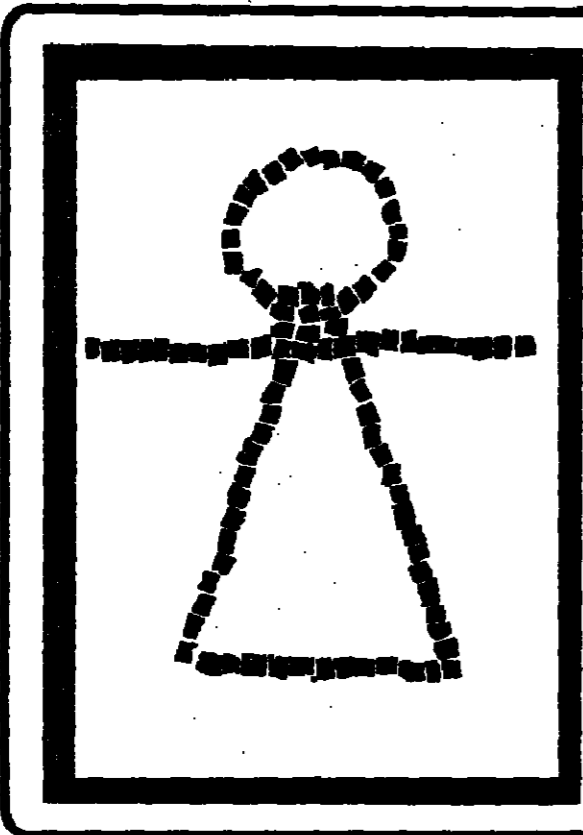
Lithotriporteur? Il s'agit d'un appareil révolutionnaire utilisant les ultrasons. Il permet la destruction à distance et sans douleur de la plupart des calculs rénaux.

Après repérage dans l'organisme de la position exacte du calcul, ce dernier devient la cible d'une série d'ondes de choc qui ont pour effet de transformer cette pierre en sable fin, éliminé alors naturellement par le flot des urines. Cette méthode, non sanglante, ne demande que peu d'hospitalisation et n'implique aucune convalescence.

JEAN-YVES NAU.



150



TUNISIE

pays de tourisme et de culture

II. - Artistes et artisans

Regards sur l'art contemporain

À l'abandon de la médina de Tunis, renfermée sur ses vieilles habitades d'être et de sentir, de nouveaux quartiers européens ne cessent, dès les premières années du protectorat, de s'étendre vers la mer, assésant littéralement la vieille ville et lui imposant les rythmes d'une nouvelle vie. C'est dans cet espace colonial que paradoxalement naissent, il y a moins d'un siècle, les premières expressions modernes de l'art tunisien. Paradoxe d'artistes qui, en choisissant de s'exprimer dans une technique étrangère (la peinture de chevalet) et en participant à une nouvelle perception du monde qui les excitait de leur univers culturel traditionnel, tentaient d'affirmer leur présence et leur sensibilité spécifique de Tunisiens dans le contexte de la culture coloniale.

Ces premiers temps d'apprentissage ont, dès la fin du siècle dernier, donné à la Tunisie son premier peintre, Ben Osman, et un portraitiste, Hédi Khayachi, attaché à la cour des beyes.

Mais l'art contemporain tunisien, dans sa dimension réelle, a commencé véritablement avec une autre génération d'artistes qui, dès les années 20, semblaient le besoin de rapprocher cet art nouveau de la sensibilité populaire en essayant d'exprimer dans leurs œuvres ce que la vie sociale traditionnelle avait d'essentiel et de spécifique.

Yahia Turki, Ali Ben Salem, Ammar Sarhat, sont parmi ces peintres qui, peu à peu s'émancipèrent des stéréotypes qui dominaient alors la peinture coloniale. Abandonnant l'imagerie figée de l'orientalisme avec son clinquant, ses visages saupoudrés, ses têtes de béodoumes, ses mendians et ses aveugles, les artistes tunisiens marquèrent très tôt leur préférence pour les thèmes populaires qui, pour eux, traduisaient plus profondément le vécu et le quotidien et introduisaient dans l'art le dynamisme de la dimension sociale. Sur le plan formel, cette vision s'exprimait par l'abandon de la facture académique et le développement d'un sens plastique nouveau, en relation avec la lumière locale, menant à une simplification des lignes et un traitement plus franc de la couleur. De cette même époque datent également les premières ten-

tatives de renouer avec l'esprit formel de la miniature orientale. Après Jilani Abdelwahab, dit Abdel, premier peintre autochtone à avoir exposé avec les artistes français au Salon tunisien et qui a choisi dans les années 20 de s'établir définitivement à Paris, Yahia Turki est sans doute le premier peintre professionnel tunisien qui conçut d'exprimer une vision nouvelle liée à la sensibilité populaire. Ammar Sarhat, enfant du peuple, continue depuis fort longtemps à peindre dans des tons sobres et terreux la vie simple des petites gens, tandis qu'Ali Ben Salem s'oriente vers la découverte des qualités plastiques des anciennes miniatures et la tradition locale des fixés sous verre.

Retour aux valeurs traditionnelles

La tendance du mouvement pictural tunisien vers la célébration des valeurs sociales et culturelles traditionnelles se confirmera avec la génération d'artistes venus à la peinture après la seconde guerre mondiale. Parmi ceux-ci, Zoubir Turki évoquera, dans un style très personnel, l'univers familial et nostalgique de la médina. Excellent dessinateur, sa verve n'est pas sans rappeler l'humour et l'humanisme de Wessati, maître de l'école médiévale de Bagdad. Ben Abdallah et Gogri recouvreront, chacun dans une orientation particulière, la miniature. Le premier fera une ouverture sur un monde irréel fait de secrets beauté se profilant sur un fond de blanches terrasses perdues dans la profondeur du ciel méditerranéen. Le second, plus préoccupé de plasticité, ramènera la miniature à un jeu de formes qui se conçoivent au niveau de la plénitude de l'œuvre et aboutissent à des compositions néo-figuratives plus vastes, d'une grande liberté d'inspiration et de style. Ali Bellagha célébrera les valeurs esthétiques traditionnelles à travers objets et motifs qu'il intègre à des compositions modernes.

Depuis 1934, date de sa première participation au Salon tunisien, Hatem El Mekki avait un souci constant de frayer son propre chemin en dehors de la tendance « tra-

ditionniste » générale, en poursuivant dans un esprit de recherche une démarche sélective. Hédi Turki, un moment séduit par l'Action Painting, évoluera vers une manière abstraite plus soignée, où les formes, en larges plages, vibrent d'un lyrisme chromatique profond et discret. On se souviendra également longtemps du beau talent de dessinateur d'Amara Debbèche.

La problématique d'un art arabe moderne

Pour la génération de l'apprentissage, une vraie expression plastique ne pouvait plus se suffire des anciennes formules et représentations, et les jeunes peintres se faisaient fort de prouver contre leurs aînés de l'École de Tunis que le problème de l'art était de savoir comment dépasser le contenu « litté- raire » de l'œuvre et élargir le champ d'investigation plastique pour aboutir éventuellement à une synthèse entre particularisme traditionnel et langage plastique universel. Mais ce mouvement de contestation ne put, malgré son dynamisme et le foisonnement de styles auxquels il a donné lieu, tenir toutes ses promesses de renouveau. Ses représentants, formés pour la plupart dans les écoles étrangères, ne différaient guère, dans leurs conceptions, de leurs modèles européens et se fondaient d'autant plus facilement dans l'anonymat de cette peinture « internationale » en honneur sur toutes les places artistiques du monde. Lyrisme de la composition et de la couleur avec Sehilli et Saldi, abstraction géométrique ou lyrique avec Chebil, Chakroun, Rafik Kamel, symbolisme surréaliste avec Lakhdar, Ben Amor ; ce sont à quelques aspects de cette nouvelle peinture à la physionomie riche et changeante.

Beaucoup moins à l'honneur parmi les artistes que la peinture et les arts graphiques, la sculpture survit grâce aux commandes officielles de l'Etat. Parmi les sculpteurs tunisiens, Selmi et Marzouk sont les seuls à exposer régulièrement le produit de leur recherche.

Du cœur même de ce mouvement « internationaliste » émergeait déjà, au milieu des années 60, une tendance se fondant sur la récupération

des symboles essentiels du patrimoine arabo-musulman (signes, arabesques, calligraphies). De nouvelles démarches voient le jour, qui veulent être une réponse possible à la problématique d'un art arabe moderne en rapport avec la tradition artistique arabo-musulmane. Combinant les structures de l'ancienne calligraphie koufique et les rythmes de l'architecture musulmane, Nejib Belkhouja aboutit à une manière qui rappelle l'espace traditionnel de l'arabesque avec ses particularités d'atomisation des surfaces, de couverture compacte, de dynamisme de la forme ; ce faisant, l'artiste rejoint une expression spatiale moderne grâce à une sorte de « néo-plasticisme » axé sur le rapport entre les droites et les courbes. Poursuivant une recherche parallèle à celle de Belkhouja, Nja Mahdoui fait figure de néo-calligraphe soucieux de rendre - dans un contexte spatial moderne - l'éclat de la grande tradition classique de la calligraphie arabe.

D'autres artistes entreprennent, dès le début des années 60, de familiariser le public avec les techniques de la gravure, à l'exemple de Brahim Dabak, qui retrace dans ses bois d'antiques gestes ou réalise de curieux bestiaires. Ben Meftah met ses capacités de grand graphiste au service d'une inspiration d'une grande fécondité. Gouider Triki et Hédi Labbane poursuivent un rêve d'enfance retrouvée à travers une accumulation de signes et de motifs inspirés de la tradition populaire des fixés sous verre pour le premier, et une poésie aux accents mélancoliques, expression d'une réflexion sur la destinée humaine, pour le second. Tous ces artistes et beaucoup d'autres encore continuent, chacun à sa manière, de façonner le visage riche et divers qu'on reconnaît à l'art tunisien actuel.

ALI LOUATI, directeur du Centre d'art vivant de la ville de Tunis.

* On pourra notamment consulter : *Natifs tunisiens*, par Kesroui, El Mekki par Jean Goujon, *Jellal Ben Abdallah* par Jean Davignand, et *Nja Mahdoui* par Edouard Marnich, tous édités par Cérès à Tunis. En France, s'adresser au Comptoir du livre arabe, 2 bis, rue Jules-Breton, 75013 Paris.

Du côté des ateliers...

Le minibus de l'agence de voyage dévale la pente à travers les jardins de l'hôtel et vous dépose devant la baie vitrée du bâtiment principal dont vous venez de surplomber les blanches coupoles et les toits en voûte. Le comptoir de la réception est en bois ajouré d'arabesques, les luminaires sont en cuivre ciselé, et le mur de fond est recouvert de céramique à dominante orange. Dans les chambres, le dépouillement du décor, la blancheur des murs et des banquettes, donnent plus de force à une « plumerie et à un sens de l'espace que

l'architecte emprunte directement aux constructions traditionnelles.

Ce « style tunisien » est sensible dans plusieurs ensembles hôteliers, dans un nombre grandissant de villas et de résidences des périphéries bourgeoises des grandes villes, et même récemment dans des immeubles collectifs. Tout porte à croire que les architectes tunisiens et leurs clients attachés au patrimoine artisanal contribueront à le répandre davantage.

MOHAMED MASMOUDI, président-directeur général de l'Office national de l'artisanat.

(Lire la suite page 10.)



Sources : Office national du tourisme et du thermalisme tunisien (ONTT).



POUR LES LIAISONS
MARSEILLE ↔ TUNIS
GÈNES ↔
ou croisières
la **C.T.N.**

met à votre disposition deux cars ferries
le **HABIB**, son plus beau fleuron et le **SILESIA**

Navires modernes, climatisés et de tout confort
Plus on y est... plus on s'y plaît
Compagnie Tunisienne de Navigation
5, av. Dag Hammarskjöld, TUNIS - Tél. 341 777 - Tlx. 12476

port el kantaoui

le premier port jardin de la méditerranée.

La station intégrée de port El Kantaoui constitue le cadre idéal de vos vacances.

Le port ultramoderne (340 anneaux), le golf course (18 trous championship) le centre sportif (tennis, équitation et sports nautiques) en forment l'infrastructure sportive.

Les maisons de la mer (appartements de luxe bordant la marina), les hôtels (du 3 étoiles aux palaces) et les lots pour les villas (entourant le golf).

Pour tout renseignement une documentation vous sera envoyée sur demande

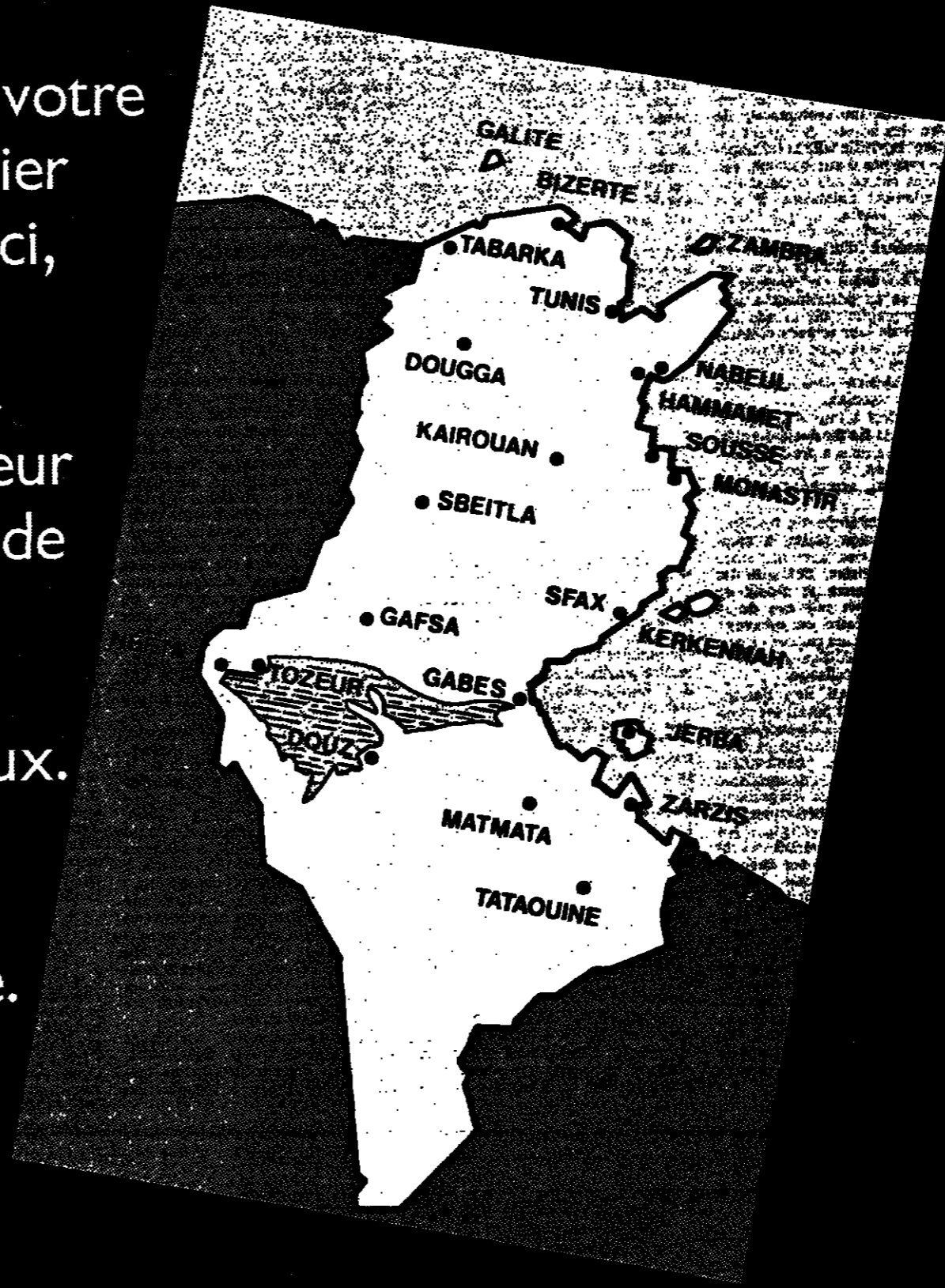
SOCIETE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE-NORD
Port El Kantaoui - Hammam Sousse - Tunisie
Tél. : (03) 30 500
TELEX : PORKAN 30701

Votre 1^{er} bain est en Tunisie.

Votre premier bain, votre premier raid, votre premier match, c'est tout près d'ici, c'est en Tunisie. A deux heures d'avion environ la Tunisie vous offre la chaleur d'un pays ami, les sports de mer, les sites, les plages...

Découvrez l'été, découvrez le pays généreux.

Votre premier soleil est à deux pas d'ici, c'est en Tunisie, le pays proche.



Le pays généreux.

Office National du Tourisme Tunisien.
32, avenue de l'Opéra. 75002 Paris. Tél. 742.72.67.
12, rue de Sèze. 69006 Lyon. Tél. (7) 852.35.86.

السياحة التونسية

Musique

Nous avons
POUR RÉPON

ABU NAWAS GAMB

ABU

Sépe : R. r

L'OLIVAIE TUNISIENNE

Une véritable forêt

L'olivier se plaît essentiellement dans les zones de climat méditerranéen caractérisé par des hivers doux, des automnes et printemps pluvieux, des étés secs et chauds et une grande luminosité.

A Carthage, la culture de l'olivier existait avant l'arrivée des Romains, mais ceux-ci l'étendirent à de nombreuses régions de l'Afrique, l'actuelle Tunisie.

Depuis l'indépendance la culture de l'olivier a été étendue à presque toute la Tunisie, partout où le soleil, le sol et l'eau le permettaient. De 27 300 000 pieds répartis sur 600 000 ha en 1956, c'est aujourd'hui une véritable forêt de 55 000 000 d'oliviers, soit près de 10 oliviers par habitant, qui couvre 1 407 000 ha, le tiers des terres labourables. Elle ne procure pas moins de 20 millions de journées de travail par an et fait vivre plus d'un million de personnes.



Un prestige international

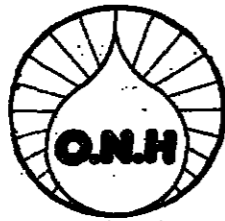
Par sa qualité, l'huile d'olive tunisienne jouit d'un prestige international. Répondant aux caractéristiques chimiques et physiques précisées par les normes internationales, 80 % de la production sont exportées essentiellement vers l'Italie, la France, la Libye, l'URSS et les USA.

Malgré l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grèce et bientôt à l'Espagne, la Tunisie demeure le premier pays exportateur mondial d'huile d'olive.

Le développement spectaculaire de l'oléiculture dans ce pays n'est pas seulement la simple conséquence de l'attachement du monde rural à l'olivier ; il s'explique aussi par l'efficacité de l'organisme spécialisé dont est doté ce secteur : L'OFFICE NATIONAL DE L'HUILE.



L'Office national de l'huile



Siège social : 10, avenue Mohammed-V - TUNIS
Tél. : 258-866 ; 345-566
Telex : 12431 ; 14325 ZTFI-TN

TUNISIE

Le langage des bijoux

SE promener dans les médinas antiques... Celui qui ne les connaît pas est assuré d'y découvrir non seulement de beaux monuments, des demeures, des palais, mais aussi des quartiers commerciaux qui semblent surgir du passé, de fabuleux métiers, des comportements individuels. Flâner en médina, c'est découvrir la Tunisie profonde que la ville nouvelle ne laisse pas toujours entrevoir. Facades de verre et d'acier, grands magasins, courses contre le montre sont autant de concessions au modernisme dont se réclament les Tunisiens mais ne reflètent pas la complexité de la personnalité tunisienne. Dans l'espace urbain, celle-ci se traduit par la juxtaposition de deux cités, l'une qui plonge ses racines dans l'Islam arabe, l'autre copiée sur l'Occident triomphant.

Cette dualité, qui se retrouve à tous les niveaux — de la ville au mode de vie, du vêtement aux cérémonies de mariage — est rendue dans le langage courant par l'opposition *sûr-abi*, moderne-traditionnel. Ainsi, lors d'une noce, la cérémonie de type occidental célébrée à la main est-elle suivie des réceptions traditionnelles où la mariée accomplit des rituels dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Elle se vêt alors d'une robe blanche contre la *keswa abi*, le costume traditionnel dont la pièce maîtresse est la tunique ample et droite brodée d'or, et s'est parée d'une multitude de bijoux — même si tous ne lui appartiennent pas — qui couvrent la tête et le buste, ornent les poignets et les chevilles. Bijoux et mariage sont étroitement liés en Tunisie.

La rude élégance du Sud

Les critères esthétiques traditionnels diffèrent de ceux d'aujourd'hui : on n'associe pas un bijou en sursous à plusieurs à des fins plus prophylactiques qu'esthétiques. Car ces objets qui ornent le front, les tempes, les oreilles, le cou, la poitrine, les poignets, les chevilles, reproduisent par la forme ou la décoration des symboles connus dans le monde méditerranéen et oriental depuis des siècles, voire des millénaires. Leur signification a pu changer, mais ils restent chargés de sens. Ainsi de

la main et du poison, formes les plus représentées par les orfèvres tunisiens. Nombre de colliers villageois sont formés par l'assemblage de mains d'or ou d'argent, que les femmes entendent en même temps que des coqueux, des perles et des pierres généralement rouges et bleues. Les couleurs ne sont pas choisies au hasard : elles correspondent à des croyances fortement ancrées dans l'univers populaire.

Une communauté de langage existait entre l'orfèvre et les femmes, et cette compréhension mutuelle a permis la création, à partir d'éléments simples et peu variés, de formes nombreuses et originales. Les centres de production, concentrés sur la côte, fournissaient en mains, roses, facsimilés de mamelles toutes les Tunisiennes, qui investissent avec ces pièces des parures propres à chaque région. De la sorte, les bijoux de Sfax différiaient de ceux de Sousse, de Nabeul ou d'ailleurs.

Il y a seulement quelques décennies, costumes et bijoux distinguaient les régions les unes des autres. Les parures des Tunisiennes, de type européen, étaient à base d'or et de pierres précieuses, alors que de Nabeul à Zarzis, les orfèvres et les femmes de la côte créaient des bijoux typiquement tunisiens caractérisés par une grande finesse, une certaine fragilité et une subtile recherche dans l'assemblage. Dans le Sud, autour de Médénine-Tataouine, région fortement influencée par les modes libyennes, les bijoux d'argent massif ont, au contraire, une rude élégance qui s'harmonise avec les vêtements de laine que tissaient les femmes.

Aujourd'hui, les modes locales s'estompent. Les bijoux *sûr* triomphent, et leur uniformité tranche avec la diversité des parures *abi*, qui délaissent les Tunisiennes. Les prototypes des bijoux *sûr* viennent d'Europe, de même que les machines servant à les fabriquer. Les souks des orfèvres, à Tunis, autrefois consacrés à la production de pièces d'argent aux formes traditionnelles, semblent se convertir à l'or, que l'on ne trouvait qu'au souk voisin El-Berka, réservé depuis le dix-neuvième siècle à la vente à la criée des bijoux d'or. Démodés, les bijoux d'argent aux formes anciennes perdent leur fonction initiale s'ils ne sont pas convertis en bibelots pour s'adapter aux goûts

d'une clientèle nouvelle, occidentale ou fortement occidentale. Dès lors, la promenade dans les souks permet de lire, comme dans un livre illustré, l'évolution du bijou en Tunisie.

Autrefois cantonnés dans les ruelles étroites du souk des orfèvres et les rues sombres du souk El-Berka, la production et le commerce des bijoux gagnent chaque jour un nouvel espace, puisque des bijoutiers s'installent jusqu'à dans les quartiers résidentiels qui se développent autour de la capitale.

Sauver les plus belles pièces

L'orfèvrerie connaît un sort plus heureux que celui des autres branches de l'artisanat traditionnel. Contrairement à la plupart d'entre eux, elle ne périclète pas, mais évolue avec le goût des Tunisiens. La production actuelle se compose donc de trois types de bijoux : les *sûr*, appréciés par la majorité des Tunisiens, sont fabriqués avec un équipement moderne dont disposent de nombreux maîtres-orfèvres ; les *abi*, en or ou en argent, produits selon les méthodes traditionnelles, ne connaissent pas le même essor, bien que de nombreuses villageoises et femmes des campagnes y demeurent attachées ; les bijoux transformés.

Des artisans antiquaires récupèrent en effet, des bijoux d'argent anciens pour les mettre au goût du jour. Cette activité est particulièrement dynamique dans les régions touristiques. Là, les commerçants offrent à leurs clients, étrangers pour la plupart, des anneaux de chevilles convertis en cendriers et des boîtes d'oreilles agrandies en cendriers. Cette conversion permet, sans doute, de sauver de la fonte les plus belles pièces, mais est-elle la meilleure façon de sauvegarder un secteur particulièrement riche du patrimoine national tunisien ?

SAMIRA GARGOURI-SETHOM.

* L'auteur a soutenu en novembre 1983, à l'université Paris-Montparnasse, une thèse de troisième cycle intitulée : *Étude du bijou traditionnel en Tunisie, formes, parures, femmes enchâssées*. Dans les *Bibliothèques de la Méditerranée*, on trouve, de Catherine Ségur, *Bijoux tunisiens, formes et symboles*, éd. Cérès, Tunis, 1972.

Du côté des ateliers...

(Suite de la page 7.)

Ce qui n'est pas pour nuire à la qualité et à l'originalité de l'environnement, encore moins aux nombreux corps de métiers qui ont trouvé dans le bâtiment et la décoration d'intérieur un marché très stimulant.

Les habitués des stations balnéaires du golfe de Hammamet connaissent bien les sculpteurs sur pierre de Dar-Chaabanne et les potiers de Nabeul, dont quelques-uns sont d'excellents émailleurs de carreaux de revêtement.

A Tunis, Sfax, Kairouan, Bizerte, les ateliers d'artisans menuisiers, qui ne sont plus regroupés comme par le passé dans un seul quartier, fabriquent des meubles et des éléments pour l'aménagement d'intérieur en utilisant les anciens répertoires de la boiserie sculptée, ajourée et tournée. Certains peintres sur bois, notamment à Tunis, excellent dans la réalisation de somptueux plafonds.

D'autres artisans ont réussi leur réinsertion dans le circuit économique. Il s'agit notamment de ceux du tapis et de la tapisserie. En 1956, la production de tapis n'atteignait pas 50 000 mètres carrés par an ; elle est aujourd'hui dix fois plus importante. Le plus fameux des tapis tunisiens est le *kairouan*, version locale des tapis anatoliens. Il se caractérise par une riche bordure, par un champ central de forme hexagonale occupé par un ou plusieurs motifs en losange (*hadra*) et par des écoinçons à semis.

A l'origine, le *kairouan* comptait à peine 40 000 points au mètre carré ; aujourd'hui, les textures atteignent 90 000 et 160 000 points au mètre carré et sont devenues courantes. Depuis quelques années est apparu le *kairouan* en soie à 250 000 points au mètre carré. L'Office de l'Artisanat

et certains ateliers privés ont même expérimenté un tapis surfin à 500 000 points au mètre carré. S'il a beaucoup amélioré sa texture, le *kairouan* a aussi diversifié ses gammes. Soumis à un contrôle strict, les ouvrages portent une estampille plombée qui renseigne notamment sur la qualité (deuxième choix, premier choix, supérieur).

Le meilleur et le pire

A Gafsa — oasis du Sud-Ouest, — on exécute depuis la nuit des temps des tapisseries composées en bandes ou en damier et qui fourmillent de motifs, d'animaux et de personnages, le tout fortement géométrisé. Pas loin, dans un village de montagne encore berbérophone, sont tissés les *kilims* Ouled Bou Saad aux couleurs chatoyantes, et dans les Matmata (ensemble de villages dont quelques-uns troglodytiques), on fabrique des voiles en laine rouge, noire ou bien indigo aux décors tissés et que les femmes continuent à porter pendant les cérémonies. Dans quelques villages du Sahel, notamment à Bou-Merdes, les femmes ont brodé jusqu'à ces dernières années des châles très originaux qu'on ne rencontre nulle part ailleurs. Dans la région de Bizerte, plus exactement à Raf-Raf, village perché au-dessus de la mer, on exécute des broderies polychromes sur tulle ou sur soie d'une rare beauté. L'amatour découvrira sans peine des pièces superbes dans les villages mêmes ou chez les marchands d'articles d'artisanat.

Le nombre de ces commerces d'artisanat s'est multiplié de façon frappante au cours des quinze dernières années aux environs des hôtels et dans les quartiers typiques des villes dites touristiques. On y trouve le meilleur

et le pire : des articles exécutés rapidement pour une clientèle de passage peu exigeante, mais aussi d'authentiques chefs-d'œuvre d'art traditionnel. Parmi la grande variété d'articles qu'on y propose (cuirs repoussés, bois sculptés et marquetés, tissages et broderies de tout genre...), et, bien sûr, les fameuses cages de Sidi-Bou-Saïd, il faudrait signaler tout particulièrement les bijoux et les objets en argent à cause de leur qualité et de leur originalité.

Plus que la bijouterie citadine traditionnelle, connue par ses parures en or serties de pierres, ses colliers en perles et surtout les pièces composées par les femmes à partir d'éléments fabriqués par les bijoutiers, c'est la bijouterie rurale en argent massif qui connaît un renouveau remarquable. Elle est de plus en plus adoptée par les jeunes dans la ville, tandis qu'on assiste curieusement à une pénétration de l'ancienne bijouterie citadine dans les campagnes. Le bijou en argent est de tous les étalages qui veulent tenter le voyageur. On y trouve évidemment de tout. Mais il ne faut pas être particulièrement averti pour distinguer les articles débités à l'emporte-pièce des bijoux dont les éléments ont été découpés, martelés, soudés, incisés ou repoussés par la main de l'artisan. Du reste, chaque village a son souk des bijoutiers, où la découverte de cet artisanat millénaire est l'un des enchantements du voyage. Il faut signaler que le corail est souvent associé aux bijoux en argent, de même que l'émailage dont Moknine et Djerba avaient, dans le passé, le monopole.

MOHAMED MASMOUDI.

auteur de *l'Artisanat créateur en Tunisie*, éd. Agence de coopération culturelle et technique, Paris, et Cérès, Tunis, 1983.

PHILIPPINES
Sauvetag
LA GRENADE
Les fidèles

البريد 1352

21 Juin 1984

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 38 Théâtre : Les affaires sont les affaires. D'Octave Mirbeau, mise en scène Pierre Dux, avec P. Dux, L. Delamarre, M. Chevillon, R. Farugé et G. Larin. Réalisation J.-P. Carrière.

21 h 25 Plus mouton que moi, tu gagnes... Avec M. Boudet, R. Lamoureux, R. Carol et J. Faizant. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des menaces...

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35 Carrefour de l'ouest-mar. 18 h Troisième rang de face (actualité du spectacle).

FRANCE-CULTURE

19 h 25 Papiers commémoratifs, de J. Triana. Avec M. Magré, F. Seigner, B. Agnini, P. Michard.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : œuvres de Dohnányi, Schubert, Brahms, Chopin, Villa-Lobos, Albeniz, Rachmaninov, Mozart, Prokofiev.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Champagne-Élysées. Avec Stone et Charden, J.-L. Lahaye, Ph. Chatel, A. Chamfort, E. Flor, Edo, H. Kay, F. Cavanna, M. Amoué.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Feuilleson : Dynamite. Commande à son associé de voler Steven de son testament, de récupérer le studio et de ramener Claudia à son domicile. Celle-ci tente de se suicider. Suite du célèbre feuilleton américain qui concurrence « Dallas ».

Dimanche 3 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Emission islamique. 9 h 10 A Bible ouverte. 9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux. 10 h Présidence protestante.

FRANCE-CULTURE

15 h 50 Théâtre (cycle Shakespeare) : Conte d'hiver. V.o. sous-titré. Production de la BBC. Avec J. Welch, D. Burke, R. Stephens.

FRANCE-MUSIQUE

15 h 05 Cinéma de minuit : Accusés, levez-vous. Film français de M. Tourneur (1930), avec G. Morley, S. Delvé, C. Vanel, A. Roucas, C. Barr, J. Dax, A. Dubouché (N.).

DEUXIÈME CHAÎNE

11 h 15 Dimanche Martin. Entrée des artistes. 12 h 45 Journal. 13 h 20 Dimanche Martin (suite).

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Magazine International. 14 h 4 Déeses compactes : Wagner, Bach, Berlioz, Hindemith, Liszt.

Voilà Cuba a 20h30 A2 Un grand pays à découvrir HAVANATOUR

LES SOIRÉES DU LUNDI 4 JUIN TF 1 20 h 35 Cinéma : Huit heures de sursis, de Carol Reed. 22 h 25 Tennis : Internationaux de tennis à Roland-Garros.

TRIBUNES ET DÉBATS

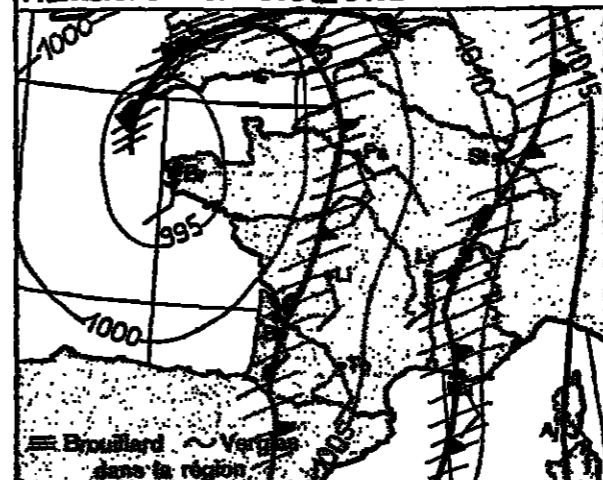
TRIBUNES ET DÉBATS DIMANCHE 3 JUIN - M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est repa à l'émission « Forum », de RMC, à 12 h 30.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.6.84 A 0 h G.M.T.



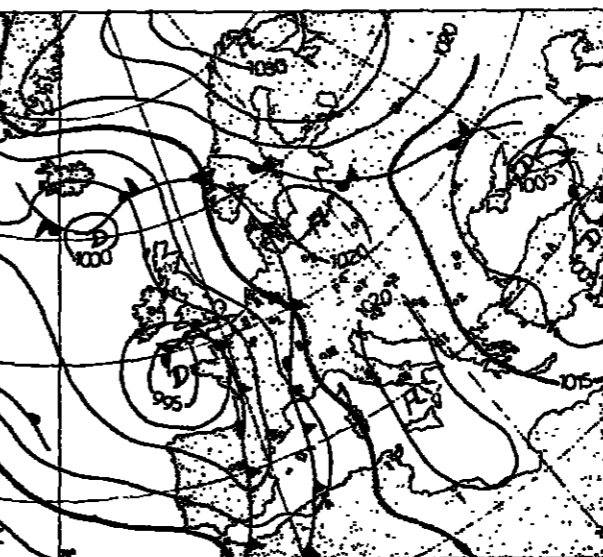
PRÉVISIONS POUR LE 03 JUIN DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 2 juin à 0 heure et le dimanche 3 juin à 24 heures.

Dans le flux cyclonique de sud, commandé par la dépression du proche atlantique, circulent des fronts froids pluvio-orageux.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er juin; le second, le minimum de la nuit du 1er juin au 2 juin).

Ferrand, 17 et 11; Dijon, 19 et 10; Grenoble-St-Martin, 26 et 13; Grenoble-St-Georges, 22 et 12; Lille, 16 et 7; Lyon, 22 et 12; Marseille-Marinigane, 22 et 14; Nancy, 20 et 11; Nantes, 18 et 8; Nice-Côte d'Azur, 20 et 14; Paris-Montsouris, 18 et 9; Paris-Orly, 17 et 9; Pau, 21 et 10; Perpignan, 21 et 14; Rennes, 18 et 8; Strasbourg, 21 et 12; Tours, 16 et 8; Toulouse, 21 et 12; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

PARIS EN VISITES

LUNDI 4 JUIN - Paris gallo-romain, 15 heures, 6, place Pauline, M^o Brossais.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 juin : UNE LOI - Relative à la création du Carrefour international de la communication.

MARDI 5 JUIN

« L'Opéra », 12 heures, au centre du vestibule d'honneur, M^o Allaz.

CONFÉRENCES

MARDI 5 JUIN 15 heures, Centre A.-Malraux, Elisabeth Laffont et Pascal Soufflet : « Florilège de la peinture égyptienne ».

MARDI 5 JUIN

« L'Opéra », 12 heures, au centre du vestibule d'honneur, M^o Allaz.

EN BREF

DEUX MODÈLES DE CASQUES, INTERDITS A LA VENTE. Deux modèles de casques pour motards, de modèle « intégral », vendus sous la marque Bieffe viennent d'être interdits à la vente en France parce qu'ils ne répondent pas aux normes minimum de sécurité, indique l'Association française de normalisation (AFNOR).

L'Éducation

Le Monde de l'Éducation Pour comprendre ses enfants. Pour préparer leur avenir. L'information sûre. Mensuel. En vente partout. 11 F

Juin 1944

La bannière étoilée claque sur la Normandie

Des survivants qui accueillent leurs libérateurs avec plus de soulagement que d'enthousiasme.

DÉBUT juin 1944, la Basse-Normandie (qui n'est pas encore une région) est relativement paisible. Les villes y souffrent certes de la faim, comme partout. Comme partout, les paysans s'efforcent d'échapper aux réquisitions allemandes et ravitaillent clandestinement, mais non sans profit, les gens des villes (Bayeux libéré consommera non sans peine les colis, désormais bloqués, destinés aux « Parisiens »). Dans l'intérieur, beaucoup de fermes abritent des ouvriers agricoles aux mains blanches : des réfractaires du Service du travail obligatoire.

La côte est interdite : les blockhaus ont fleuri dans les dunes et sur les falaises. Certains ont gardé l'aspect extérieur des villas à chevrons dans lesquelles l'organisation Todt a injecté du béton. Interdite, mais pas déserte. Le mur de l'Atlantique mobilise encore, fin avril, deux cent cinquante huit mille requis civils (il y en a eu jusqu'à quatre cent cinquante mille en 1941) échelonnés de Dunkerque à Hendaye.

Les fortifications sont prêtes, les canoniers et les mitrailleurs à leurs pièces. Derrière le rempart, des troupes hétéroclites : on a puisé des volontaires dans les troupes du général Vlassov, transfuge de l'armée rouge, et dans les camps de prisonniers de l'Est. Des Russes, certes, mais aussi et surtout une bigarrure de nationalités : Cosaques, Géorgiens, Ouzbeks, Tchouvaches, Kirghizes, Tadjiks, Maris, Merdwines, Oudmounes... La 247^e division, par exemple, stationnée à l'ouest du Calvados, ne compte dans ses effectifs que 50 % d'Allemands (1). Parmi ces derniers et dans les services qui assurent la subsistance du mur, des réservistes d'âge mûr qui entretiennent avec la population des rapports détendus par l'habitude.

La Résistance est, pour beaucoup, orientée vers le renseignement. L'état-major allié recherche avec boulimie et digère des informations en tout genre. On relève les numéros des unités - les Allemands en ont attribué de faux - on signale les transports, on s'efforce - et on y réussit parfois - de recopier les plans du mur. On repère les cinq cent dix sept mille obstacles, dont trente et un mille minés, que Rommel a fait installer. On dresse pour Londres les plans des champs de mines. Vrai ou faux. Lors de sa dernière inspection, Rommel s'est fâché : des vaches paissaient tranquillement derrière des écriteaux *achtung minen*. Comment tromper les yeux ennemis ? Rommel a fait chasser les vaches.

Cependant, les activités de renseignement ne sont ni plus ni moins encouragées par Londres que sur le reste des côtes : nul ne doit connaître le lieu du débarquement.

La Gestapo et ses auxiliaires français, recrutés parmi les petits truands du marché noir local, traquent et fusillent les groupes de jeunes qui se forment dans les endroits retirés du bocage : des maquis, du moins avant le 6 juin, il en existe peu, les forêts sont belles, mais peu sauvages, et les Allemands sont partout : pas de ces grandes zones montagnardes vides d'occupants comme au sud de la Loire. Dans ces Citroën aux portières enlevées - pour sauter plus vite en cas d'embuscades, - les

tuteurs pourchassent inlassablement des réseaux sans cesse reconstitués. Les sabotages se multiplient.

Des collaborateurs, il y en a, des dénonciateurs aussi. Mais, contrairement à ce qui se passe en zone sud, le climat n'est pas à la guerre civile. L'administration fait son métier. Laval a dit aux préfets qui lui restent - douze limogés et vingt-deux déportés en janvier - de « ne pas faire de politique ». C'était son affaire. Ils peuvent envisager sans trop d'angoisse leur avenir. On gère donc le ravitaillement, les transports, la survie quotidienne. On joue les tampons entre la population et les Allemands. En faisant généralement semblant d'ignorer que

plein de talent et que, délibérément, puisque, dit-il, tout le monde l'écoute, il commente à sa manière la radio de Londres. Celle-ci est la source essentielle, depuis des années, des informations chuchotées.

De ce fait, ceux que l'on attend, ce sont les « Anglais » : on ne parle guère des Américains et ceux-ci, à leur arrivée, s'en montreront parfois vexés. On attend et on espère qu'« ils » feront ça ailleurs. Ne bombardent-ils pas constamment le Pas-de-Calais, la Somme et le nord de la Normandie ! Le Havre en est à son quatre-vingt-dixième bombardement, Rouen a entamé son martyre. La Seine est bloquée de l'estuaire à Paris. Seuls les

laisse créer une tête de pont, que l'on écrase sous les blindés.

Résultat : un compromis entre Rommel et Runstedt, entre la basse Normandie et le Pas-de-Calais. Une division blindée, la 21^e Panzer, dans la région de Falaise, au sud de Caen une autre, la Panzer Lehr, en Eure-et-Loir, une Panzer SS, la 12^e, entre Bernay et Evreux. Peu de renforts à attendre de l'Est : l'armée rouge a lancé, du golfe de Finlande à la Baltique, une offensive générale, défonçant à grands coups de chars le front allemand.

Tableau peu encourageant. Les généraux allemands de l'Ouest sont mûrs pour le com-

avaient l'expérience de l'Italie lentement conquise (2). Un pays sans Etat et qui n'en avait jamais eu, sans administration digne de ce nom, et sans structures. Un pays éparpillé, livré à la misère et à l'anarchie.

Aussi, dès lors qu'ils se refusaient à reconnaître officiellement le gouvernement provisoire d'Alger, qui s'était autoproclamé le 3 juin et ne sera reconnu officiellement par Washington, par Londres et par Moscou que le 23 octobre, s'étaient-ils préparés à administrer des territoires dont on ne savait pas très bien s'ils seraient considérés comme libérés, conquis ou occupés. L'AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories) du général Holmes qui avait fait ses premières armes en Sicile avait fabriqué des administrateurs militaires des affaires civiles et imprimé des francs du format et de la couleur des dollars. Les officiers des *Civil Affairs* avaient sur la France des idées rudimentaires acquises au cours de stages accélérés. Un colonel américain avait été désigné comme maire de Cherbourg.

Les Français n'étaient certes pas heureux. La plupart étaient affamés. Mais la Basse-Normandie ne ressemblait en rien à Palerme, ou à Naples. Le sous-préfet de Bayeux, première ville libérée, reçoit les Anglais en uniforme et propose du beurre et des vires frais (3). Il multiplie aussitôt les arrêtés, organise la vie quotidienne. Les hommes des *Civil Affairs* seront rapidement éliminés.

Seuls disparaissent les responsables trop compromis. La mission de liaison administrative française est arrivée dans la foulée. Elle se prépare à sa tâche, en liaison avec

la Résistance, depuis août 1943, sous la direction de Claude Hettier de Boislabert dont l'adjoint est Pierre Laroque, le futur « père » de la Sécurité sociale. Dès le mois de mai, Boislabert « déstabilise » l'AMGOT qui ne sait plus très bien où il en est. La mission, et François Coulet, nommé *in extremis* commissaire de la République en Normandie libérée - il y en a un autre, Henri Bourdeau de Fontenay, dans la clandestinité à Rouen - impose l'autorité du gouvernement provisoire.

Le 19 juin, les habitants de Bayeux sacrent par acclamations le général de Gaulle accouru, bourré de remèdes contre le mal de mer, sur une Manche plus que houleuse. Et, peu confiants dans les francs « américains », ils ont aussitôt utilisé la « monnaie verte » pour payer leurs impôts.

Bayeux, cependant, est une exception : la ville est intacte. Au soir du 6 juin, Saint-Lô n'existe plus : un premier bombardement au début de l'après-midi, le soir, deux heures

d'apocalypse. Trois mille des dix mille habitants avaient fui depuis le matin. Parmi ceux qui sont restés, un millier de morts. Caen, qui attendra sa libération jusqu'au 9 juillet, subit, dès le jour J, un premier bombardement que bien d'autres suivront. Toutes les villes du Calvados, de la Manche - Cherbourg exceptée - une partie de celles de l'Orne et de l'Eure subissent de terribles destructions. A Caen, seule subsistent l'église Saint-Etienne - l'abbaye aux Hommes - où repose Guillaume le Conquérant - et le lycée Malherbe qui la joute. Les habitants qui n'ont pas fui font sécher leur linge sous les voûtes romanes et cuisinent sur les autels latéraux. L'aviation alliée, le 6 juin, a fait 13 585 sorties sans opposition sérieuse : 319 sorties allemandes. Elle mitraille tout ce qui bouge sur les routes, coupe les voies de chemin de fer, barre les routes de ruines fumantes. Depuis longtemps, les Français distinguent, à tort ou à raison, les bombardements « sélectifs » de la RAF qui « prend des risques » et descend à basse altitude pour atteindre son but avec le maximum de précision, des bombardements américains dont les avions lâchent de très haut des « tapis de bombes ». En fait, l'US Army Air Force utilise aussi ses chasseurs bombardiers et ses avions d'attaque au sol P-38 Lightning à double fuselage : « Encore les « deux queues » disent les Normands qui regardent le ciel, tout comme les guetteurs perchés sur les ailes des véhicules allemands. Mais la peur est devenue américaine.

D'autant que les chefs des unités terrestres, dans une bataille où la maîtrise allée du ciel est quasi totale, entendent ménager la vie de leurs hommes et traitent d'entrée de jeu toute opposition au marteau-pilon.

Il s'agit, évidemment, lorsqu'ils le peuvent, la population par tracts, mais comment l'avertir sans avertir l'ennemi ? Relyée par Alger, la Résistance française depuis longtemps supplie qu'on la laisse faire le plus souvent possible : inutile de détruire une ville pour condamner un pont, lorsqu'elle peut le faire sauter elle-même, d'aplatir un village pour couper - ou ne pas réussir à couper - une voie ferrée. Dans l'Orne, par exemple, elle assurera avoir opéré dès avant le 6 juin, douze déraillements, trois sabotages de voies ferrées, mis hors circuit trois cent cinquante wagons, sabotés soixante-cinq locomotives... Bilan d'après-victoire, certes, et probablement gonflés.

Il demeure que les résistants de la SNCF, par exemple, savent saboter au moindre coût et désorganiser le trafic, ils le font dans toute la France. Les propositions de la Résistance sont rarement entendues. Dans toute la Normandie, pompiers et secouristes travaillent jour et nuit, éteignant les incendies, fouillant les ruines sous les bombes, avec un courage aujourd'hui un peu oublié. Les habitants ont pour la plupart fui dans les campagnes. Lorsque la tempête de feu s'arrêtera, les soldats alliés libéreront des fantômes de villes : douze mille habitants, dont beaucoup reviennent des carrières d'alentours, à Caen sur trente-cinq mille, trente-cinq sur six mille à Avranches. A Saint-Lô, une dizaine... Valognes, les Versailles normand cher à Barbey d'Aureville, n'est plus que pans de murs. Dix mille « civils » environ sont morts.



les services départementaux et les secrétaires de mairie fournissent aux clandestins cartes d'identité et de ravitaillement.

Les maires, nommés ou non par Vichy, font de leur mieux sous le portrait tutélaire de Pétain, qui n'est pourtant plus que l'ombre d'une ombre. « Le maréchal est mort depuis trois mois, dit-on à Vichy, mais il ne le sait pas. Son entourage le lui a caché. » Il est venu à Rouen dans les derniers jours de mai, lors de son séjour au château de Voisins, près de Rambouillet. On ne l'a su qu'après. N'empêche. Son portrait sera souvent décroché bien après la Libération.

Tout le monde attend avec une impatience et une tension croissantes. Les récepteurs de radio ont été réquisitionnés par les Allemands et entassés dans les gendarmeries. Par des gendarmes souvent peu sévères et qui, d'ailleurs, ont discrètement récupéré les leurs. On a livré d'antiques engins aux lampes depuis longtemps défuntes. On écoute un peu Philippe Henriot parce qu'il est

lointains arrières de la basse Normandie sont matraqués : Chartres, Le Mans, Trappes. Décidément, les « Anglais » débarqueront entre Calais et la Seine.

C'est aussi l'avis des chefs militaires allemands, que les Alliés ont tout fait pour conforter dans leur erreur. Pour Von Runstedt, qui commande en chef sur le front de l'Ouest, pour Rommel, chef du groupe d'armées B en France, ce sera le Pas-de-Calais. Seul Adolf Hitler est convaincu que le débarquement aura lieu dans le Calvados et la Manche. Intuition ? Les généraux soupirent, lèvent les yeux au ciel et s'efforcent, discrètement, d'en faire à leur tête. Encore faudrait-il qu'ils se mettent d'accord. Pour Rommel, il ne faut pas laisser un seul « envahisseur » mettre le pied sur le rivage : « La laisse de haute mer doit être la ligne de combat principale. »

Il sait que la supériorité aérienne des Anglo-Américains leur permettrait de se maintenir s'ils arrivaient à débarquer. Von Runstedt préfère une méthode plus classique : on les

plot. Déjà se prépare l'attentat du 20 juillet et son échec, qui coûtera la vie à Rommel, à von Kluge, à von Stulpnagel.

De toute façon, la date dangereuse semble dépassée : Rommel part en permission. Il a laissé les consignes à son chef d'état-major, le général Hans Speidel, qui se retrouvera, en 1957, commandant Centre-Europe des forces alliées. Le général Dollmann, commandant la VII^e armée allemande, quitte son QG du Mans pour diriger à Rennes un exercice « sur le papier ».

Les Bas-Normands regardent pousser l'herbe, richesse traditionnelle. Le printemps est assez pluvieux. Dans la plaine de Caen, les blés seront beaux. Le calme avant le tremblement de terre.

LES Alliés, et particulièrement les Américains, en mettant le pied sur le sol normand étaient emplies des pires bonnes intentions. Ils

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Jp Min 1.50



CAPA/MAGNUM

On conçoit que les survivants accueillent leurs libérateurs avec plus de soulagement que d'enthousiasme. Celui-ci se manifeste avec évidence dans les agglomérations épargnées.

On connaît les Anglais de toute éternité. Les Canadiens sont des cousins. Avec les Américains débarque une civilisation inconnue. Les premiers jeps font : l'industrie d'outre-Atlantique en est-elle encore à construire des véhicules d'allure aussi préhistorique ? Les Volkswagen de l'armée allemande, malgré la petite hélice à l'arrière, qui leur permettait de franchir les rivières, ressemblaient, elles, à de « vraies » automobiles... Les conducteurs devront convaincre les badauds des qualités de leur engin en leur faisant, chargé d'enfants, monter et descendre les escaliers de pierre.

Les GI (abréviation de General Intendance) sont souriants, ils ont le cœur sur la main et les poches pleines de cigarettes et de chewing-gum dont les Civil Affairs les ont pourvus pour qu'ils les distribuent au quémande sans vergogne. La Libération aura l'odeur des Camel. Tout de même, ces garçons ont un style un peu voyant, un peu trop décontracté aux yeux d'un vieux peuple circonspect et matois. Pas de capote : ils se battent en bras de chemise. Ils boivent des choses bizarres. Ils se nourrissent de baricots sucrés et de Golden Sirup et, comble du luxe, ils ont du papier hygiénique dans leurs boîtes de ration K...

Leur argent intéresse. On leur fait, dira candidement une épicière près de Sainte-Mère-Eglise, les mêmes prix qu'à « ces messieurs » qui les avaient précédés. Mais on n'est pas chiche. On sait ce que c'est que le soldat. On les arrose, dans les fermes, de cidre et de calvados. Ils ignorent la puissance explosive de l'alcool local qu'on leur verse comme du Coca-Cola. Certains se croient empoisonnés. D'autres perdent la tête. Quelques vols. La police militaire applique la justice puritaine du Far-West :

dans tel village, on pend publiquement les coupables à des poteaux qui font partie du matériel de campagne. Le châtiement, à l'aune locale, est jugé plus barbare que le crime.

Les Britanniques ont le souvenir frais et cuisant de l'arrivée massive dans leurs îles de leurs nouveaux d'Amérique qui ont, juste retour des choses, colonisé leurs pubs et razié leurs petites amies. Ils ne cachent pas leur sympathie pour certaines réactions françaises. A Cherbourg, oubliant Napoléon dont la statue désigne sur le port l'« ennemi héréditaire », les marins anglais prennent automatiquement parti, dans les bagarres entre soldats, pour les Français contre les Yankees. L'Europe, déjà ?

Les quelque deux cent mille prisonniers de la bataille de Falaise sont entassés, autour du grand port du Cotentin. La plupart vivent sous des cabanes de leur fabrication : on manque de tentes : les vainqueurs n'ont pas prévu une telle rafle. La surveillance est confiée à des unités FFI sous la responsabilité d'officiers américains. Ce sont généralement des hommes des services arrivés tout droit des États-Unis et qui ont peine à faire la différence entre les « bons » et les « mauvais » Européens : Français, Allemands, Italiens... Tensions.

A quelques dizaines de kilomètres de la côte, les îles Anglo-Normandes sont toujours tenues par des garnisons

allemandes et ne sont libérées que le 9 mai 1945. Tenteront-elles de délivrer cette masse de captifs dont tous ne sont pas ré-signés à leur sort ? Sous le sol des cahutes, des armes ramassées lors de « promenades » autorisées sont cachées.

Les Allemands des îles se décideront du 8 au 9 mars 1945, une petite flotte venue de Jersey entre dans le port de Granville, débarque cent cinquante hommes qui ont capturé douze officiers et un civil allié et ont saboté les installations. Un officier américain et huit Britanniques et six habitants sont tués. Un aviso allemand s'échoue. Rembarquement. Un commando fera une vaine tentative près de Cherbourg le 6 avril. Et, d'Aurigny, des canons alle-

mands bombardèrent le cap de la Hague. Sans représailles : les Britanniques tenaient à conserver intact leur seul territoire occupé.

La Basse-Normandie est la base arrière, bourrée de troupes, de matériel et de ravitaillement, de la grande invasion libératrice. Les routes sont défoncées : la nationale 12 Paris-Brest, rocade du champ de bataille s'est tassée de 10 centimètres en moyenne sous le poids des chars des deux camps. A travers les villes sinistrées où la boue et les fondrières sont recouvertes de plaques de tôle perforées, les convois se succèdent. L'olé-

duc PLUTO (Pipe Line Under The Ocean) qui a traversé la Manche à la suite des troupes ne suffit pas au ravitaillement en carburant d'une immense armée motorisée que la pénurie d'essence forcera à s'arrêter à Metz. Des routes marquées d'un rond rouge (Red Ball) sont affectées à une noria de camions chargés de jerricans, ces bidons d'essence (can) imités de ceux qu'utilisaient les Jerries (surnom des Allemands) en Libye. Les conducteurs foncent debout sur l'accélérateur de ces véritables bombes roulantes qui, de temps en temps, explosent dans les fossés ou parfois, comme au Merlerault (Orne), en plein bourg... La circulation est dangereuse. Il est vrai que les automobiles sont rares et le carburant rationné.

Dans les villes, on s'entasse comme on peut dans ce qui reste debout. A Argentan, un des rares hôtels restant offre un grenier avec six lits à deux personnes...

De part et d'autre, cependant, on s'habitue. Les Normands, s'ils ont parfois l'impression d'une nouvelle occupation - sans SS ni Gestapo ! - savent bien que la responsable de leurs malheurs, ce n'est pas l'armée qui les a libérés, mais celle qui les a envahis en 1940 et a fortifié leurs côtes. Les Américains découvrent ce pays où ils ont versé tant de sang, cessent de vouer au diable ces innombrables haies qui, favorables à la défense allemande, leur ont coûté quantité d'hommes et de matériel. Ils s'émouvent des ruines normandes. Ils multiplient les secours, offrant à Saint-Lô, par exemple, l'hôpital le plus moderne de France.

Dans les campagnes restées vertes et dans les villes noircies, l'important est maintenant de survivre : l'hiver s'annonce particulièrement dur. Et de reconstruire. Il y en aura pour quinze ans.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Georges Blond, *Le Débarquement*, Presses de la Cité, 1984, 75 F, TTC.
(2) La prise de Rome date du 4 juin.
(3) Robert Aron, *La Libération de la France*, Fayard, 1959. Réédition Marabout, 1984.

Overlord, un jeu pour stratèges

LES pesanteurs de l'histoire ou, plutôt, le goût des militaires pour le respect des traditions font que certaines des unités, dont les hommes eurent le 6 juin 1944 dans le clair de lune de la nuit normande, continuent d'exister en tant que telles, quarante ans après l'opération Overlord.

C'est, notamment, le cas pour les États-Unis, qui ont conservé encore aujourd'hui leurs 82^e et 101^e divisions aéroportées, celles-là mêmes qui, vagues après vagues, atterrirent dans la région de Sainte-Mère-Eglise. Avec d'autres unités des trois armées, les 82^e et 101^e divisions aéroportées font partie, en 1984, de ce qu'on appelle aux États-Unis le « Rapid Deployment Joint Task Force », cette force d'intervention rapide de 220 000 hommes environ, dont le PC est à Tampa (Floride) et qui se tient prête à agir en Europe ou au Proche-Orient à la demande éventuelle des alliés de Washington.

Comme il y a quarante ans, ces divisions sont spécialisées dans les opérations combinées à longue distance, aux côtés de forces amphibies de débarquement, si, auparavant, l'état-major est en mesure de réunir les moyens de transport

adaptés. Comme il y a quarante ans, en effet, c'est la logistique, c'est-à-dire la possibilité de mobiliser suffisamment de moyens d'acheminement sur place, qui ferait la différence et, du même coup, la certitude de mener les opérations à leur terme.

Sur ce plan, l'opération Overlord continue d'être ce cas de figure, ce « modèle » de jeu offert aux stagiaires des écoles militaires durant leur formation d'officier. Les plans de l'invasion allié de l'Europe y sont disséqués avec le souci d'un enseignement tactique distribué aux futurs cadres des armées. Mais, comme bien d'autres batailles du passé, Overlord a vieilli depuis la double accession du monde militaire à l'ère nucléaire et à l'ère spatiale, qui ont tout bouleversé.

Pourrait-on espérer, aujourd'hui, rassembler sans risques autant d'hommes et de moyens en vue de préparer une attaque finale, compte tenu des systèmes modernes d'observation aérienne ou électronique ? Overlord passerait-il inaperçu ?

Les satellites d'observation, les avions espions et les moyens d'écoute ou d'interception en ser-

vice dans les grandes armées du monde ne manqueraient pas de détecter des concentrations militaires de l'ampleur de celles d'il y a quarante ans. De telles mobilisations sur le terrain, indiscrètes par nature et peu camouflables, échapperaient difficilement à l'attention des moyens modernes de la reconnaissance militaire.

C'est une autre question de savoir si les gouvernements et leurs états-majors, auxquels seraient rapportées ces observations, seraient ou non en mesure d'interpréter correctement les mouvements de troupes constatés, étant entendu que les auteurs d'un plan d'invasion ne sont pas assez naïfs pour oublier de créer des diversions ou de masquer, par la désinformation ou l'intoxication, leurs intentions réelles.

Mais si les « yeux » ou les « oreilles » de l'espace limitent aujourd'hui les capacités de manœuvre préparatoire à un engagement aussi total et aussi massif que l'a été Overlord en son temps, la menace nucléaire joue également contre la réédition, sous la forme retenue par le général Eisenhower, d'une opération de cette ampleur. L'arme nucléaire interdit, en effet,

les grandes concentrations militaires.

Imagine-t-on la puissante armée qui s'est ébranlée à la veille de l'attaque allié en direction des côtes normandes totalement invulnérable ou insensible aux effets destructeurs et paralysants des armes nucléaires ? Peut-on concevoir des débarquements sur les plages, entre Saint-Vaast-la-Hougue et Le Havre, qui ne seraient pas neutralisés par une contre-attaque utilisant des armes nucléaires tactiques ?

Certes, l'emploi à la mer de l'armement nucléaire a ceci de particulier qu'il en résulterait, probablement, des effets atténués en raison de la protection propre aux bâtiments de guerre modernes. Mais la perturbation qu'apporterait la menace nucléaire dans la préparation et l'exécution des plans d'invasion n'est pas négociable pour un état-major. En tous les cas, un « Overlord-bis » n'est plus guère concevable aujourd'hui.

Sauf dans le cas d'une puissance nucléaire qui prendrait l'initiative d'attaquer un Etat plus faible, sous le prétexte d'y rétablir un certain ordre. Même les États-Unis, à Grenade, ont démontré qu'il y fallait du savoir-faire.

JACQUES ISNARD.

Combat de chefs dans l'industrie du futur

Computervision attaqué par IBM.

« **L**E plus grand plaisir de la vie est de faire ce que les autres disent que vous ne pouvez pas faire. » Cette phrase, huc en 1969, dans un restaurant chinois, par M. Martin Allen, fondateur et président de la firme américaine Computervision, a présidé à la naissance de cette société, premier fournisseur mondial de systèmes CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) « clés en main ». Elle encouragea Martin Allen, qui cherchait vainement des capitaux, à persévérer dans son projet de création d'une société entièrement consacrée à l'utilisation de l'informatique et des écrans de visualisation pour le dessin industriel et la conception de produits nouveaux. Sortant du restaurant, il trouva en effet, à Wall Street, une société de « capital-risque » prête à lui avancer une partie des fonds qu'il demandait. Ingénieur lui-même, M. Martin Allen, qui aime à raconter cette anecdote, pensait que l'informatique pourrait libérer ingénieurs et projecteurs des travaux répétitifs pour leur permettre de se consacrer à une activité plus créatrice.

La CAO (à l'époque, on ne parlait pas encore de CFAO) n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements. Les premières recherches eurent lieu vers les années 50 au Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux États-Unis, et à Cambridge en Grande-Bretagne. Les premiers programmes expérimentaux furent réalisés par des firmes automobiles et aéronautiques, dont les projets nouveaux nécessitent des masses de schémas, dessins industriels, ou plans, et le premier système de CAO fut développé conjointement, au milieu des années 60, par des ingénieurs de la société General Motors et des spécia-

listes de la programmation de chez IBM. Le projet n'était initialement qu'une table traçante automatique et perfectionnée.

Née en 1969 à Bedford (Massachusetts), avec en tout et pour tout un effectif de cinq personnes, la société Computervision affiche en 1983 un chiffre d'affaires mondial de 400 millions de dollars, 10,9 % de ce chiffre étant consacré à la recherche-développement, et emploie aux États-Unis comme dans ses filiales à l'étranger six mille salariés. C'est le spécialiste de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur pour tous les domaines de la vie industrielle, et le leader des ventes de matériel « clés en main » : il vend à ses clients l'intégralité du produit CFAO, calculateurs, terminaux graphiques, logiciels de base et d'applications.

Mais il y a une ombre au tableau. Sa part du marché mondial a baissé, passant, selon la société d'études de marché Dataquest, de 40 % en 1980 à 23 % en 1983. Le marché a bougé, en faisant apparaître de nouveaux besoins et de nouveaux créateurs dans lesquels se sont engouffrées d'autres sociétés.

IBM, notamment, qui détient 70 % du marché mondial des ordinateurs, commence à s'intéresser de très près au domaine de la CAO et des automatismes industriels, et talonne Computervision — toujours d'après Dataquest — avec 22 % du marché mondial en 1982, suivi par d'autres sociétés américaines : Intergraph (11 %), Calma (groupe General Electric) (10 %) et Applicon (groupe Schlumberger) (6 %). Sont également présents sur le marché les Américains Digital Equipment Corporation, Control Data, Perkin-Elmer et le groupe

Mac-Donnell Douglas, et quelques Européens. Pour n'en citer que quelques-uns : l'Anglais Racal Redac et des sociétés françaises telles que Matra Datavision, qui vient de s'associer avec Renault, Assigraph (groupe CEA), et Simulog, filiale de l'INRIA, Framatome et Serete, créé en mars dernier. Le Japon, qui représente 14 % du marché mondial, a développé, quant à lui, ses propres systèmes CAO-CFAO.

Le marché mondial de la CAO-CFAO, estimé à 2 milliards de dollars en 1983, devrait atteindre en 1987 le chiffre de 9 milliards de dollars, progressant de 35 à 40 % par an, petits et gros systèmes confondus. La progression la plus importante se situant vers le bas de la gamme : les monoprogrammes progressent annuellement de 50 %, les gros systèmes de 20 %.

Pour renforcer sa position dans le monde, Computervision a lancé en 1983 une nouvelle gamme de matériels CFAO, la série CDS-4000 (Computervision Distributed Systems), dotée des dernières technologies informatiques : circuits intégrés VLSI, écrans de visualisation à haute résolution, et logiciels puissants et spécialisés. C'est un système lourd, multi-applications multi-utilisateurs, puissant, générant des images tri-dimensionnelles.

Aide à la conception, le CDS-4000 est aussi un outil d'assistance à la fabrication. Il est capable de programmer une machine-outil à commande numérique (informatisée), ou un robot, et d'en simuler le fonctionnement. Une démonstration de cette capacité a été faite, récemment, au salon Productique 84, à la porte de Versailles. La simulation permet ainsi d'éviter l'étape de la série et d'accélérer le processus

d'industrialisation. Cette manipulation, encore à l'état de prototype, devrait être généralisée chez Computervision fin 1984-début 1985.

Pour être encore plus performant, le CDS-4000, dédié principalement à la CFAO, devait s'intégrer dans un système informatique classique, afin qu'il y ait imbrication des données graphiques et mathématiques — caractérisant les produits à fabriquer — et des informations nécessaires à la politique industrielle et commerciale d'une entreprise (données économiques, études sociologiques, gestion de stocks...), au sein d'une grande base de données, mémoire de l'entreprise. D'où l'annonce, début mai à Boston (Massachusetts), par Computervision, du CDS-5000, centré sur un ordinateur IBM de la série 43XX (4361 et 4381).

Simultanément au CDS-5000, Computervision a annoncé un matériel CFAO bas de gamme, moins puissant, le CDS-3000. C'est un terminal graphique intelligent, monoposte, doté d'un microprocesseur 32 bits, d'un clavier et d'une « souris ». L'utilisateur a la faculté de modifier et de mixer sur l'écran, autant qu'il le souhaite, textes, schémas, dessins industriels, graphiques, et de les imprimer ensuite automatiquement. Un poste CDS-3000 peut être relié à un autre CDS-3000 ou à un CDS-4000 par l'intermédiaire d'un réseau local, type Ethernet. Ce matériel vise le marché bas de gamme des PMI, en pleine expansion, et devrait intéresser les bureaux d'architectes ou d'ingénieurs. Ce terminal, dans une autre version, peut aussi être utilisé pour transférer directement des données à une machine-outil à commande numérique ou à un centre d'usage.

Pour faire front à ses concurrents, Computervision offre donc toute une panoplie d'outils CFAO, du plus simple au plus puissant, utilisant un grand nombre de logiciels spécialisés, et tous capables de dialoguer entre eux et avec de grandes bases de données. Dès la fin de 1984, le transfert à distance des plans, schémas, modèles entre plusieurs postes de travail CFAO pourra être effectué grâce au réseau SNA (Systems Network Architecture) d'IBM ou par le réseau Transpac.

Tous les dessins, les plans concernant un produit, et les caractéristiques physiques (cotations, mesures, contraintes propres aux matériaux...) sont ainsi mis en mémoire, ainsi que les données relatives à la gestion de la production. Cette information — modifiable — permet de programmer en conséquence robots et machines-outils à commande numérique, et de faire démarrer la fabrication d'un produit ou d'une pièce, au moment voulu, dans la forme désirée, dans la quantité souhaitée.

Plusieurs machines-outils à commande numérique, approvisionnées par des robots et pilotées par ordinateur constituent ce qu'on appelle des « ateliers flexibles », dispositifs beaucoup plus souples que les chaînes de fabrication classiques, puisque l'on peut adapter rapidement ces « cellules » de fabrication à la réalisation d'un produit nouveau demandé par le marché. L'ensemble CFAO, grosses bases de données, ateliers flexibles et moyens de communication, préfigure les usines du futur, complètement intégrées, ce que les Anglo-Saxons appellent CIM (Computer Integrated Manufacturing).

CHRISTIANE GALUS.

La main de l'ordinateur

Un allié de choix pour la création industrielle.

À quoi sert la conception assistée par ordinateur (CAO) ? Essentiellement à concevoir, à l'aide de l'informatique, un nouveau produit industriel (circuit intégré, automobile, navire, avion ou engin spatial, verrerie, chaussure, etc.), ou une structure complexe (raffinerie de pétrole, centrale nucléaire).

A partir d'un clavier de fonctions, l'ingénieur ou le projecteur font apparaître sur l'écran de leur poste de travail CAO des éléments géométriques élémentaires — des points, des courbes (droites, cercles, cônes), des lignes droites — qu'ils assemblent ensuite pour figurer l'objet final. Tout ce processus s'effectue au moyen de calculs scientifiques, intégrés à l'ordinateur, et en tenant compte des paramètres physiques des matériaux qui seront utilisés lors de l'étape industrielle. Après avoir conçu et dessiné un produit, le concepteur va lui donner l'aspect de la réalité grâce à la figuration des surfaces, du volume et de la couleur. Puis il va tester sur son écran les réactions de ce produit soumis à diverses forces (vibrations, mouvements de l'air, torsions, usure, chaleur, courant électrique, etc.). Lorsque tout apparaît satisfaisant, il peut passer à l'étape industrielle, en programmant des machines-outils et des robots en fonction du produit qui vient d'être conçu et en suivant le processus de la fabrication sur un écran. Tout cela peut être fait à partir du

même terminal que celui qui a permis la CAO. On a alors affaire à un terminal CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur).

La gestion des dessins et des volumes sur l'écran CAO — chaque point sur un écran est géré par ordinateur, y compris les intensités de couleurs (1), — la simulation de ce qui peut arriver à un matériel soumis à diverses forces, sont rendues possibles grâce à des outils mathématiques puissants et des logiciels spécialisés. Ces outils immatériels font toute la richesse des outils CAO-CFAO, si évolués et si sophistiqués soient-ils. Ce sont eux qui permettent en effet le calcul et la visualisation de surfaces, de formes et de volumes complexes : ce sont eux encore qui autorisent la représentation du relief.

La France a une place très honnête dans le domaine des logiciels CAO-CFAO. Les constructeurs automobiles et aéronautiques français — et américains — ont été parmi les premiers fournisseurs de « matière grise » dans ce domaine. Le logiciel CATIA — outil de génération et de manipulation de surfaces complexes qui n'ont pas de représentation mathématique simple, — mis au point par Dassault, a été jugé suffisamment intéressant par IBM pour être commercialisé par ce dernier dans le monde entier (2).

Puissance de calcul accrue des ordinateurs — obtenue



grâce à la miniaturisation des composants — et finesse de résolution des tubes cathodiques utilisés en CAO se conjuguent pour offrir, aux yeux des profanes ébahis, les formes complexes, mobiles et colorées présentées sur les écrans. On ne peut nier l'impact esthétique produit par cette féerie de couleurs. De vulgaires tuyauteries en deviennent agréables à regarder. D'autant qu'il est possible de jouer avec l'image, en faisant grossir un détail, ou en montrant une coupe de ce même détail. Rien d'étonnant, donc, à ce que la CAO soit utilisée pour des applications artistiques : le projet de pyramide du Louvre a été simulé sur un système CAO de Computervision.

Il est des produits pour lesquels l'esthétique joue un rôle important. L'automobile, par exemple. Ou encore les flacons de verre pour parfums de luxe. Un écran de CAO peut faire apparaître sans problème un projet d'automobile sous tous ses angles, avec les perspectives et les couleurs désirées. Ensuite, lorsque la forme du véhicule a été choisie, il faut intégrer des données beaucoup plus austères, mais combien intéressantes pour le constructeur et le client, telles le poids de la voiture et sa consommation d'essence au kilomètre...

De même, la société française Saint-Gobain Desjonquères, qui détient 50% du marché mondial des flacons de verre pour parfums, a mis en mémoire sur ordinateur toutes les formes de flacons qu'elle a déjà commercialisés. Or, un flacon de parfum ne doit ressembler à aucun autre. Il doit avoir une forme exclusive. Aussi le client choisit-il la forme de son choix, et à partir des flacons mémorisés dans la banque de données, avec quelques modifications, Saint-Gobain Desjonquères réalise un nouveau modèle. La CAO lui a permis d'accélérer le cycle de production et de faire passer le plan-projet de dix jours à vingt-quatre heures.

C. G.

(1) Un terminal graphique couleur peut gérer un million de points (1000 x 1200) et deux cent cinquante-six intensités de couleur.
(2) Le Monde du 22 décembre 1981.

Machines pour l'élite

LES outils CAO ou CFAO rendent d'indiscutables services. Mais comment réagissent les ingénieurs et projecteurs (1) que l'on forme à l'utilisation de matériels qui modifient profondément leurs habitudes de travail ? En interrogeant les utilisateurs, on se rend compte que les difficultés d'adaptation de ces personnels, pourtant hautement qualifiés, sont aussi importantes que celles vécues par les personnes administratives face à l'informatique ou à la bureautique.

Un ingénieur, travaillant dans une société française d'ingénierie, explique ainsi que sa société « a du mal à former des opérateurs réellement opérationnels » sur des matériels CAO haut de gamme. Après environ trois mois d'initiation, sur cent personnes formées, ingénieurs et projecteurs, il y a seulement 25 % de réussites, le taux de succès étant plus important chez les premiers que chez les seconds. De plus, un ingénieur en génie civil par exemple, qui s'initie à la CAO et y réussit, « devient un spécialiste CAO, mais se coupe des autres ingénieurs de son groupe ». Comme il domine bien le système CAO qui lui est confié, la société aura tendance à l'utiliser de plus en plus pour la CAO, aux dépens de son propre travail d'ingénieur en génie civil. Les opérateurs CAO doivent donc être hautement spécialisés, et ne plus faire que cela, car il n'est pas possible de travailler épisodiquement sur un système CAO très performant et très riche en potentialités.

Il est certain, aussi, que la motivation du personnel joue un rôle important, et qu'un ingénieur qui a envie de travailler sur CAO aura plus de chances de réussir et de devenir opérationnel qu'un autre qui y sera plus ou moins contraint.

Par ailleurs, le poste CAO étant interactif, il faut mettre à ses commandes des personnels ayant « un niveau de responsabilité minimum, capables de prendre rapidement une décision et de dialoguer en temps réel avec la machine ». Mais « comme à terme, aussi, tout le personnel concerné par la CAO travaillera sur ces outils », cette société d'ingénierie est en recherche de machines plus simples et plus accessibles. Pour la saisie de dessin, par exemple, il n'est pas nécessaire selon elle d'utiliser des matériels complexes et coûteux. « Un écran alpha-numérique classique ou même une carte perforée peuvent tout à fait saisir un dessin et le transférer ensuite à un poste de travail CAO plus important ».

Malgré les difficultés d'adaptation de son personnel, cette société reconnaît toutefois que « le service offert par les outils CAO est nettement supérieur au service proposé par des moyens traditionnels », même s'il est difficile de s'appuyer sur la productivité qu'ils offrent, tout simplement parce que la manière de travailler n'est pas du tout la même. Il y a aussi une plus grande homogénéité de projet, grâce à la base de données où tout est mémorisé ».

C. G.

(1) Le projecteur est le collègue direct de l'ingénieur de bureau, une équipe de dessinateurs d'association.

chevalier ISA

Opinion 1550

Comment ne pas arriver à tout savoir sur rien

A Montpellier, rencontre au sommet sur le thème de la complexité.

machines
pour l'élite

VOUS convoquez - sous l'égide de l'université des Nations unies et de l'institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie de Montpellier - une bonne vingtaine de très grosses têtes ; vous les disposez dans un endroit silencieux, sans public - ce qui évite les effets mondains ou rhétoriques, - puis vous faites travailler tous ces gens sur la complexité. Il en sort - bien sûr - plus de complexité encore. Mais souvenons-nous du *Bonheur des dames* de Zola : c'est au désordre que Boucicaut dut sa fortune. Il avait d'abord tout ordonné, bien rangé tous ses produits. Puis, poussé par un démon - qui n'était pas encore baptisé par Maxwell, - il bouscule tout. Ainsi, perdus dans les labyrinthes complexes, les acheteurs vont parcourir le hasard, et dépenser tout leur argent... Cette année, près d'une demi-douzaine de colloques traiteront de ce thème, mais il n'est pas près d'être défriché, puisqu'il emprunte à la quasi-totalité des sciences contemporaines.

Comment se parler, même si l'on est spécialiste de la communication ? Après une mise en route qui n'était pas dénuée de généralisations hâtives - les grandes organisations ont leurs contraintes diplomatiques, - le colloque de Montpellier a pris forme. Cela fait plusieurs années que des gens comme Henri Atlan, Von Foerster, Edgar Morin, Jean-Pierre Dupuy, Ilya Prigogine, Jean-Louis Le Moigne, Henri Laborit, pour ne citer que quelques-uns des présents, pratiquent vraiment ce sujet. Pourtant, l'une des difficultés résidait dans le fait d'articuler correctement les niveaux, puisque changer de code c'est changer de complexité.

La complexité c'est, étymologiquement, un tissu (*complexus*) qui rassemble l'un et le multiple. Pour la pensée classique, c'est le fouillis, le pur désordre, un retard dans la belle odyssée progressive de la science. Pourtant, c'est au cœur de la physique - qui rêvait d'un monde bien fixé, bien ordonné - que le complexe est venu apporter ses désordres. De la thermodynamique à la structure générale du cosmos, en passant par la microphysique, on a trouvé partout de l'intégration et de la désintégration. Et la vie ou le social ne remettent aucun ordre dans les questions ! Bref, il s'agissait pour ces gens - dont la bêtise n'est pas le fort, je simplifie scandalement, - d'abandonner la pensée de l'invariant.

Au début de ce siècle, le Russe Bogdanov - théoricien des sciences dont on redécouvre l'œuvre en Amérique du Nord - faisait de la jonction des complexes le défi du savoir moderne. Désormais, il ne s'agit plus de faire de la complexité un obstacle, mais un stimulant. Quand Léonard de Vinci « découvre » la circulation du sang, il fait, certes, de l'anatomie, tout comme Michel-Ange ou Raphaël. Mais ceux-ci ne prennent en compte que la forme ou la position, et pas la fonction des parties. En changeant de complexité, l'auteur de la *Joconde* dessine d'après la fonction : il comprend ! Pourtant, puisqu'il y a du complexe, aucun exemple n'est généralisable. Ainsi, quand Herbert A. Simon - très souvent cité ici - parle de l'itinéraire de la fourmi, il montre bien que l'apparente complexité de ce déplacement re-



« Des gens dont la bêtise n'est pas le fort. » Debout, Henri Atlan.

flète - pour une grande part - la complexité de l'environnement. Bravo ! Mais quand il propose d'exploiter - sans précautions suffisantes à notre goût - cette hypothèse en remplaçant les fourmis par des hommes, je crains qu'il ne mêle les niveaux.

De fait, il est très difficile de prendre en compte les niveaux d'organisation, de laisser de côté les théories simplificatrices qui - benoîtement - proposent des corrélations entre le taux de chômage et les votes, entre les jeux d'échecs programmés sur ordinateur et toutes les capacités de l'intelligence humaine, entre les simulations des langages artificiels et les langages naturels. Ainsi, Edgar Morin avance un exemple-clé pour notre temps : celui de la nature de l'URSS. Même reconnu, le système concentrationnaire peut être rejeté comme un phénomène secondaire, temporaire, provoqué essentiellement par

l'encerclement, par les difficultés inhérentes à la construction du socialisme. Au contraire, on peut en faire un noyau central du totalitarisme. Selon ces opérations complexes de hiérarchisation, de centralisation, de disposition de l'information, notre analyse de l'URSS changera radicalement.

Prendre en compte le complexe, c'est se garder des opérations qui importent des métaphores généreuses, ce qui n'effraie pas le physicien Olivier Costa de Beauregard. Certes, il est souhaitable d'agir avec des informations complètes. Cependant, si un médecin veut multiplier les examens à l'extrême, en vue d'un savoir quasi total, il va perdre du temps. Agir, ce sera savoir jouer avec la durée, maîtriser rapidement un déficit d'informations. La pensée de la complexité se trouve obligée de marquer des différences entre les organisations purement physiques (les atomes, les tour-

billons, les étoiles) et les systèmes auto-organisés biologiquement. Ainsi la bactérie, et plus généralement tous les êtres vivants - humains compris - réagissent souvent selon un déterminisme trivial. Pourtant, quand un être humain vivant se complexifie, il peut devenir capable de concevoir d'autres choix. Et c'est à ce carrefour que l'on retrouve les liens entre la complexité et le social.

Soit un exemple emprunté, partiellement, à Jean-Pierre Dupuy : l'effet de panique dans une foule. Etymologiquement la chose est très simple. Tout cela provient du dieu Pan, ce farceur qui a fait qu'une petite fluctuation locale s'est brutalement amplifiée jusqu'à embrasser tout l'espace. Freud - qui analyse la chose - voit dans la foule une cohésion libidinale qui tire sa force de l'amour du chef, qui amène à renoncer à son égoïsme. Donc tous aiment le chef plus qu'eux-mêmes,

puisque ils sont capables de lui sacrifier leur vie. Qu'arrive-t-il lors d'une panique ? Les liens affectifs complexes qui réunissent ces gens se trouvent désagrégés.

En effet, lorsque les liens collectifs sont défaits, chacun devrait retrouver son intérêt propre. Or l'on sait qu'il n'en est rien, et il y a là paradoxe, puisque les gens se mettent de plus belle à copier les uns sur les autres. Dans la panique, la foule a reconstitué une direction. Que fait-on lorsqu'on émet ce genre d'hypothèse ? On essaie de comprendre tous ces actes individuels - j'obéis ou je fuis, - qui ont modifié une situation sans que l'environnement ait fourni d'informations véritablement neuves. Dans la fuite, chaque sujet s'est mis à fabriquer de la signification.

Néanmoins, cet exemple n'est pas réductible à une description unique, et il s'agit d'apprendre à saisir cette situation à divers niveaux. Car les

notions d'énergie, de matière, d'information, sont - selon les divers ordres choisis, - diversement distribuées. Prigogine aime à souligner que les faits de nature - et a fortiori de société - sont très loin des calmes modèles de gestion harmonieuse et centralisée auxquels nous avons accoutumés l'idée d'organisme.

Partout l'histoire des idées ne cesse de vouloir réduire le complexe, de ramener le monde, le social, à des notions généralisantes. On pourrait aisément montrer comment le social a, tour à tour, été traité comme ruche, comme organisme, comme architecture, en pointant également que toutes ces formes visent - en postulant une genèse extra-sociale, - à exclure la complexité de l'auto-institution. Or, dire que le social est « comme une ruche », ou dire que la physique est « structurée comme le bouddhisme zen », c'est procéder à la même opération. Dans les deux cas on se rassure, on postule un fondement, une maîtrise, une bonne grille d'analyse...

Lacan aimait raconter une histoire. Peu avant sa mort, un vieil Arabe répartit sa fortune entre ses trois fils. L'aîné en aurait la moitié, le puîné le quart, le benjamin le sixième. Mais comment partager onze chameaux sans sacrifier plusieurs bêtes ? Fort marris de cette complexité, les frères veulent en venir aux mains. Le père ajoute alors un chameau supplémentaire en signalant : « Je vous le donne pour permettre le partage, mais il me reviendra plus vite que vous ne l'imaginez. » Effectivement ce chameau supplémentaire, indispensable, symbolique prêté un instant, - va permettre le partage...

En revanche - et c'est très heureux, - le colloque n'a pas trouvé de chameau qui permet une bonne répartition de la complexité. Car cette « improbabilité essentielle » bouscule les savoirs contemporains. Ainsi on ne peut passer trop vite du microscopique au macroscopique, ni faire - sans rigueur extrême - de simples appels à la pensée de l'Orient. En fait, il y a là un enjeu décisif, à savoir - comme aime à le dire Laborit : « Que les spécialistes ne soient pas des gens qui en arrivent à tout savoir sur rien. » Ces questions abstraites ont des applications tout à fait décisives. Ne pas importer des modèles, c'est, par exemple ne pas développer le tiers-monde sur le modèle des villes, ne pas oublier les rapports de communication qu'entretiennent les communautés locales, villageoises, ne pas grossir le nombre de bidonvilles en imposant des modèles de communication inadéquats. La vraie difficulté c'est de saisir les modèles des autres.

Aujourd'hui les développements des physiques, des biologies, les métamorphoses de la science, rencontrent, de nouveau, la question de leur alliance avec les grandes interrogations philosophiques. Divisés, les grandes épistémologues contemporaines - Lakatos, Khun, Feyerabend, Holton, Elkanna, - savent maintenant qu'il est vain de rêver d'une science qui serait vierge de tout postulat métaphysique. Mais les métaphysiciens savent aussi qu'il est impossible de rêver d'une science qui donnerait un modèle simple, unifié, intégré.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Je suis 150

de la patrimoine héréditaire a commencé.

et moral

Le fœtus en pleine lumière

Quinze années de recherches pour tout savoir.

Et il est aisé d'imaginer la pression qui va dès lors s'exercer, qui s'exerce déjà, sur ces laboratoires, de la part des familles qui ont vécu le drame d'un enfant anormal et condamné, et qui feront tout, à l'avenir, pour éviter le renouvellement de ce drame, soit en renonçant à jamais à la procréation par la stérilisation (alors qu'elles ont une chance sur deux, ou trois chances sur quatre, selon la nature du défaut génétique, d'avoir un enfant normal), soit pour les femmes qui se croient transmettrices de la maladie (sœurs d'hémophiles par exemple) en renonçant à jamais au mariage.

Les généticiens et les biologistes moléculaires qui maîtrisent ces techniques sont en train de préparer un projet pour le gouvernement afin de trouver une issue à l'impasse que représente la situation actuelle.

La Sécurité sociale sera certainement conduite à rembourser ces examens, qui, pour l'instant, ne conduisent qu'à des gestes préventifs mais non thérapeutiques. Il y aurait lieu d'autre part de créer d'urgence des postes hospitaliers universitaires dits « mono-appareillants » pour relayer les chercheurs qui se livrent actuellement à ces études dans ce qu'ils nomment leurs « arrière-boutiques d'applications cliniques ».

En outre, de graves problèmes éthiques se posent déjà aux généticiens moléculaires comme aux pédiatres et aux obstétriciens, problèmes dont le développement prévisible de ces techniques « de pointe » ne manquera pas d'accroître la gravité.

Les techniques conjuguées des enzymes de restriction, des sondes moléculaires et du polymorphisme génétique ouvrent en effet la voie à l'identification précoce d'individus porteurs d'une tare génétique dont les effets sont parfaitement évitables chez l'enfant, au prix — par exemple — d'un régime draconien. Tel est le cas de la phénylcétonurie, dont les effets désastreux (débilité mentale profonde) peuvent être complètement évités par une diète particulière suivie de façon rigoureuse durant les cinq ou dix premières années de la vie. Mais les filles ainsi traitées, lorsqu'elles atteignent l'âge de procréer, mettent au monde des enfants anormaux... et la malédiction génétique n'a donc pu être vaincue que provisoirement.

Tel est le cas d'une autre maladie métabolique, la galactosémie, accessible à un régime sévère qui autorise une vie normale aux enfants atteints, ou de l'hémophilie, dont les victimes peuvent également mener une vie normale, mais au prix de traitements continus extraordinairement coûteux.

La fatalité congénitale ou génétique, subie depuis des siècles, avec désespoir ou résignation, comme un châtiment céleste, est, de plus en plus, refusée par les sociétés occidentales. La limitation des naissances et la diminution remarquable de la mortalité infantile ont vu naître l'exigence de l'enfant programmé, certes, mais aussi de l'enfant parfait. Les médecins et les chercheurs-généticiens sont aux prises avec des familles qui exigent des examens particulièrement complexes et coûteux dont elles entendent que la collectivité les assume, et qui réclament des avortements systématiques devant la moindre anomalie, fût-elle compatible

avec une vie pleinement épanouie.

La loi ne donne aux médecins le droit de refuser ni les uns ni les autres, et l'attitude qu'ils adoptent dépend pour l'instant d'un code moral qui leur est personnel. Ils attendent des instances scientifiques, du Comité national d'éthique et des administrations responsables que des directives leur soient fixées, qui traduiront non leur morale personnelle ou celle des familles éprouvées, mais une éthique communautaire.

Or, si elle conduit en Occident à la protection des handicapés, cette éthique se heurte à la fois aux possibilités nouvelles de la science et aux difficultés sans cesse accrues que soulèvent le financement des systèmes de santé et la prise en charge, exceptionnellement coûteuse, des affections héréditaires, lesquelles justifient, en pédiatrie, le tiers de toutes les admissions hospitalières.

Les intéressés savent que la pente sur laquelle s'engage la génétique moderne est à la fois exaltante et dangereuse...

Une équipe danoise vient d'identifier sur le chromosome 11, et près du gène de l'insuline, la séquence chimique qui confère une vulnérabilité particulière à l'athérosclérose. On sait déjà reconnaître, par les groupes tissulaires notamment, les sujets qui courent les plus grands risques d'avoir une maladie rhumatismale hautement invalidante ou un diabète. Les futurs schizophrènes ou dépressifs seront étiquetés dès leur naissance, et fichés les familles qui leur donneront le jour...

La commission Informatique et libertés est saisie d'une demande des généticiens, conduits par le professeur A. Boué, pour que soient fichées par un ordinateur central, sous une forme codée garantissant le secret médical, toutes les informations dont ils disposent, comme c'est déjà le cas en Ecosse et dans les pays scandinaves.

Faute d'un tel archivage, un jeune apparemment normal mais porteur d'une tare héréditaire, et dont les parents ont bénéficié de conseils génétiques, risque, lorsqu'il se mariera, de tout ignorer de sa situation. Ce qui, estimant les associations de familles, est une atteinte inacceptable aux libertés. Et de nombreux parents français se voient réduits à déposer chez un notaire, à l'intention de leurs héritiers, l'information en question... lorsqu'ils ont pu l'obtenir.

Ainsi cheminent une science et une médecine, nées il y a moins de quinze ans, entre la crainte et le triomphalisme, le secret médical et le droit à l'information, le refus de la fatalité et le désir qu'exprime la société d'accueillir et d'aider les plus défavorisés de ses membres.

La boîte de Pandore a été ouverte en 1984, disent les généticiens moléculaires. Chacun doit en être informé, car il est clair qu'ils ne veulent et ne peuvent assumer seuls les perspectives qu'ouvre le nouvel et fabuleux outil du génie génétique.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

OUTRE les techniques futuristes de la génétique moléculaire, les médecins disposent aujourd'hui de plusieurs méthodes leur permettant de faire précocement un bilan très complet de l'état de l'enfant à naître, celui dont on ne savait encore rien, ou presque rien, il y a moins de quinze ans.

● L'échographie autorise une vision détaillée de la morphologie du fœtus, de l'état de son crâne, de son cerveau, de ses membres, de la présence éventuelle de hernies abdominales ou d'anomalies pulmonaires ou urinaires, de la mobilité, et cela dès le début de la grossesse (douze à treize semaines). Il s'agit d'échos d'ultra-sons renvoyés par les tissus fœtaux et traduits en

de fibres optiques placé dans une sonde de 2,2 mm de diamètre.

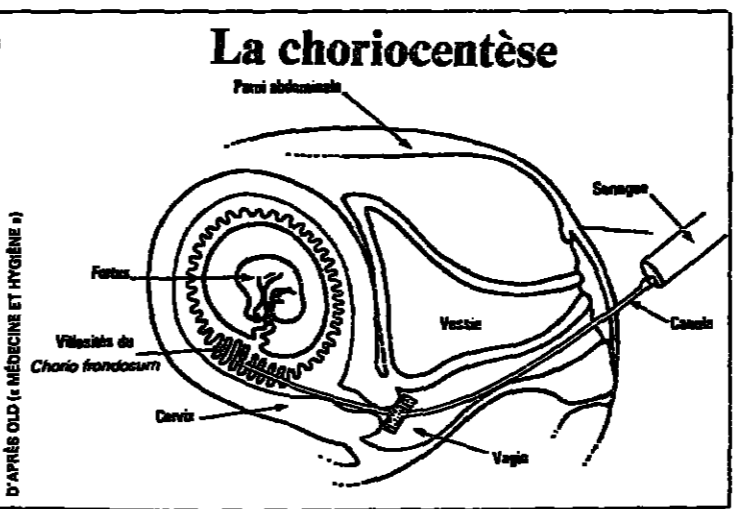
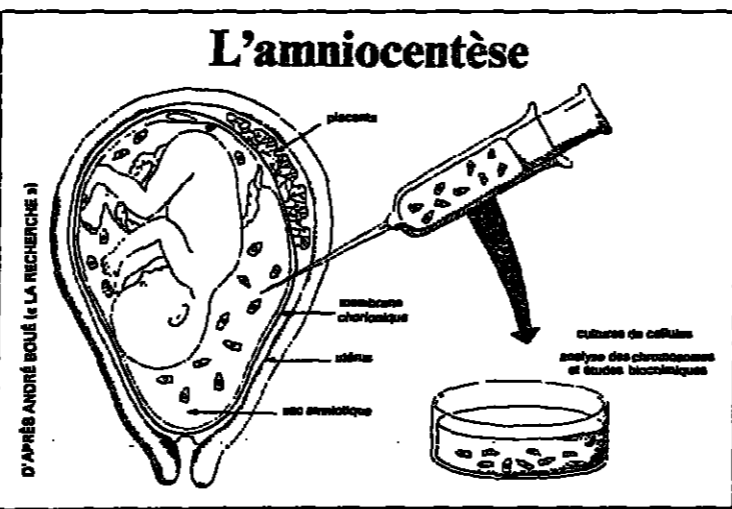
● L'amniocentèse, ou prélèvement d'un peu du liquide amniotique dans lequel baigne l'enfant à l'aide d'une aiguille introduite au travers de l'abdomen, se fait au début de la dix-huitième semaine de la grossesse. Elle permet tous les diagnostics génétiques par l'examen des chromosomes que contiennent les différentes cellules du fœtus flottant dans ce liquide. Les grandes anomalies des chromosomes peuvent être ainsi repérées (mongolisme, par exemple, ou trisomie 21, dont la fréquence augmente considérablement lorsque la mère a plus de trente-huit ans) après une mise en culture de

lement nécessaires par une simple aspiration, beaucoup moins éprouvante que les avortements du second trimestre. De nombreux diagnostics ont pu être faits par l'application à ces prélèvements cellulaires précoces des méthodes du génie génétique. Ils sont cependant réservés — pour l'instant tout au moins — aux défauts génétiques graves qui impliquent l'atteinte d'au moins 25 % des enfants. En effet, les examens dits « de routine », qui devraient être pratiqués par amniocentèse chez toutes les femmes enceintes âgées de plus de trente-huit ans, sont, dans 97 % des cas, normaux, et il est donc impensable d'utiliser chez elles une technique nouvelle et dont la sécurité n'est pas encore formellement confirmée,

lui, indemne, l'interruption de la grossesse étant pratiquée pour les autres.

L'effervescence des recherches en cours sur le génie génétique, le fait qui l'on peut aujourd'hui extraire les gènes du cœur des cellules, les disjoindre, les analyser, les y remettre ou en synthétiser de nouveaux, laissent à penser que l'étape suivante de l'histoire de la génétique humaine, celle du traitement se substituant à l'élimination sélective, n'est sans doute pas très éloignée.

Ici, on fait fonctionner à nouveau un gène infirme. Là, on s'efforce d'introduire dans les cellules de la moelle osseuse, par le moyen d'un virus, un gène intact qui doit se substituer au gène défectueux. On dessine — laborieusement — la



images par un système informatique. Ils n'exigent donc aucune irradiation. Mais leur lecture demande une grande habitude, et des obstétriciens comme les professeurs Henrion ou Sureau déplorent de voir la multiplication insensée de ces examens par des médecins inexpérimentés... ou intéressés à leur remboursement.

● La fœtoscopie, qui est plus aléatoire, permet à la fois de repérer des anomalies plus fines (becs de lièvre, etc.) et de prélever du sang ou des tissus fœtaux — la peau notamment — pour les analyser. Elle consiste en l'introduction au travers de l'abdomen, sous anesthésie locale, d'un système

ces cellules, l'étalement de leur patrimoine génétique et son découpage artisanal aux ciseaux. Ces examens prennent environ trois à quatre semaines, et si l'enfant est atteint, l'interruption de la grossesse ne peut se faire que vers le cinquième mois. Ils coûtent environ 2 500 francs (dont 500 francs pour l'amniocentèse) et sont remboursés 1 400 francs par la Caisse nationale d'assurance-maladie (dont 900 francs pour le laboratoire).

Des dosages biochimiques peuvent être faits également — bien que plus rarement — sur les cellules en culture, auxquelles les techniques de la génétique moléculaire (analyse de l'ADN) peuvent être aussi appliquées.

● Le prélèvement direct de sang fœtal par ponction de la veine ombilicale donne pour ces analyses chimiques de bien meilleurs résultats. Il a été mis au point tout récemment par une équipe française (celle du docteur Daffos, à l'hôpital du Bon-Secours, Paris) ; il exige des spécialistes parfaitement entraînés et permet de diagnostiquer de nombreuses maladies héréditaires, comme les hémophilies, la rubéole ou la toxoplasmose du fœtus. Les atteintes graves de l'hémoglobine (drépanocytose ou thalassémie), etc.

● Le prélèvement de trophoblaste, ou villosité d'origine fœtale unissant l'enfant au placenta de sa mère, a été mis au point plus récemment encore. Il peut être fait dès la cinquième semaine de grossesse et n'exige aucune immobilisation ou anesthésie car les cellules fœtales sont recueillies par voie vaginale. Il est trop récent et les cas en sont trop nombreux pour que l'on puisse en évaluer exactement les risques. Mais les avantages sont, eux, évidents, à commencer par la précocité d'un diagnostic qui permet de procéder aux interruptions de grossesse éventuel-

comme le rappelle le professeur André Boué. (Centre international de l'enfance). Il y a environ 15 000 grossesses qui entrent chaque année en France dans cette catégorie. 30 % seulement de ces femmes bénéficient d'une amniocentèse, tant par défaut d'information — dans les milieux socialement défavorisés — que par insuffisance des centres spécialisés : il en existe vingt-huit en France, alors qu'il en faudrait cinquante, et tous sont dans le secteur public. Les actes techniques qui y sont accomplis ne sont pas cotés à la nomenclature. Mais la Caisse nationale d'assurance-maladie les rembourse sur la base d'une convention passée avec l'association de ces vingt-huit centres, tous hospitalo-universitaires.

Il faut ajouter à leur nombre les cinq laboratoires de pointe qui utilisent les méthodes longues, coûteuses et si prometteuses de la génétique moléculaire, et qui ont une activité clinique de plus en plus importante, aux frais non des hôpitaux ou de la Sécurité sociale, qui les ignorent, mais... des budgets de recherche de l'INSERM ou du CNRS.

Outre le cas des futures mères de plus de trente-huit ans ou de celles qui ont contracté une rubéole ou une toxoplasmose impliquant des risques pour l'enfant à naître, la batterie des diagnostics génétiques est mise en œuvre dans les familles où est né un premier enfant anormal (atteint, par exemple, d'une hémophilie, d'une maladie de Tay-Sachs, d'une myopathie ou autres).

Grâce à cela, il est possible, pour les parents ainsi éprouvés, et qui se savent porteurs d'une bombe génétique à retardement, d'avoir à coup sûr, en raison des lois de transmission héréditaire, un enfant qui sera,

cartographie génétique humaine : plus de 1 700 gènes humains ont été localisés exactement, et 50 ont été entièrement analysés.

Les pistes sont prometteuses, à la mesure des difficultés qui les jalonnent. Mais quels que soient les espoirs thérapeutiques concernant certains défauts du patrimoine héréditaire, les lois de sa transmission restent et resteront aussi inexorables que l'évolution des espèces vivantes qu'elles ont permise au long des millénaires passés, et dont elle garantissent l'intégrité pour les siècles à venir.

Dr E.-L.

Plus jamais

« L'avait faim, tout le temps, il mangeait sans cesse, mais il ne grossissait pas et il restait petit. Son ventre était ballonné, et il avait une diarrhée permanente.

Il toussait constamment, du matin au soir, l'été comme l'hiver. Il étouffait. Il avait des bronchites tout le temps. Nous devions lui faire faire plusieurs fois par jour des séances d'une gymnastique spéciale, épuisante, pour vider ses poumons. Et ensuite, lui donner de l'oxygène à l'aide d'un appareil spécial.

Il n'a cessé de maigrir, il n'a cessé d'étouffer, et nous allions de crises d'asthme en pneumonies et d'emphysème en diarrhées.

Il est mort à six ans, d'étouffement. Nous lui donnions toujours de l'oxygène, jour et nuit, mais ses poumons ne pouvaient plus l'absorber. Son ventre était énorme, douloureux, et lui si frêle. Plus jamais nous ne voulons revivre un calvaire comme celui-là, partager l'insupportable souffrance de l'enfant pour qui nul ne peut rien et qui s'achemine vers la mort à petit feu parce que nous, ses parents, nous lui avons transmis un mal que nous portions, sans le savoir. »

(La mucoviscidose.)

Livres

- **Génétique**, par le professeur J.-M. Robert. 433 p., 240 F. Flammarion Médecine éd.
- Le meilleur ouvrage, le plus complet et le plus clair de tous ceux parus jusqu'à ce jour et destiné aux enseignants de biologie, aux étudiants ou aux praticiens.
- **La grande aventure de la génétique**, par le professeur Philippe L'Héritier. 389 p., 98 F. Flammarion éditeur.
- L'histoire de la génétique depuis un siècle et les étapes qui la conduisent aux développements étonnants de la biologie moléculaire de ces toutes dernières années, en passant par la génétique des animaux et des populations humaines. Une vulgarisation un peu hardie, mais de haut vol.
- **La génétique et l'hérédité**. Numéro spécial de la Recherche, mai 1984. 180 p., 29 F.
- Abondamment illustré, préfacé par le professeur André Lwoff, prix Nobel, ce numéro spécial rédigé par dix-sept des plus brillants spécialistes français, apporte une mine d'informations parmi les plus récentes, les plus complètes, sur la science de l'hérédité.

l'exploration
itériel
ent
Nos indicateurs
FERRARI
MONTI ROSSI
VITE ARTIFICIELLE

Archéologie industrielle : on ne détruit plus les grands « colosses » qui ont

L'usine-temple donnée aux poètes

Fiat invite vingt architectes à transformer son premier sanctuaire.

MINUIT. Turin est en liesse. La Juve a remporté la Coupe des coupes, contre Porto, à Bâle. Autour de la gare de Porta-Nuova, le centre de la cité industrielle et austère résonne de hurrahs. Sur le corso Vittorio Emanuele, les klaxons appuient le mouvement des étendards noir et blanc, cousus maison ou achetés au coin des rues.

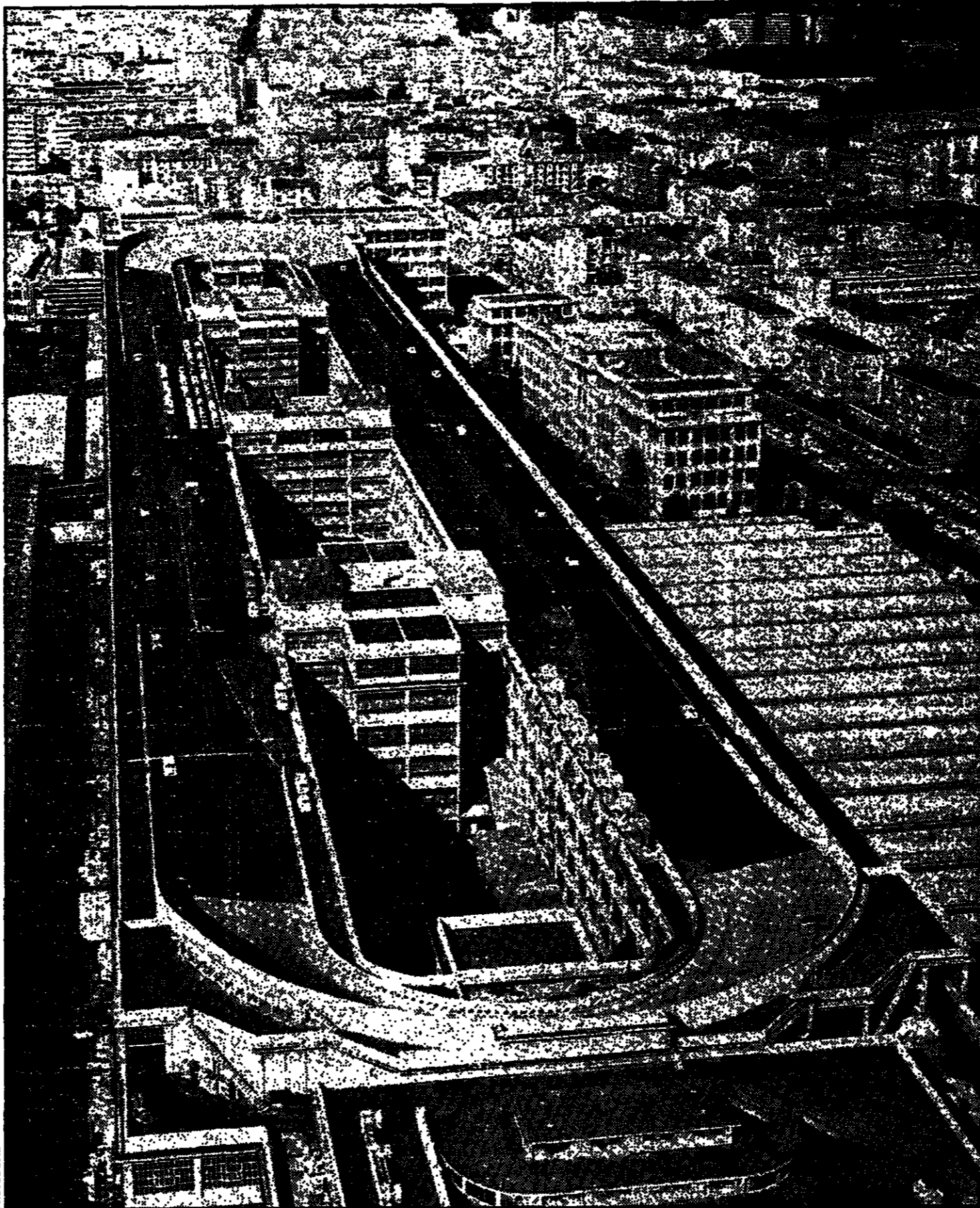
Partout, en ville, des bandières et des affiches annoncent une autre fête : comme un jeu de cubes colorés, les lettres bousculées du mot Lingotto. Le nom ne dit rien à l'étranger. Pour le Turinois, il désigne une usine. L'usine. Celle de la Fiat, inaugurée dans les champs, non loin du Pô, en 1923, fermée en mars 1982, alors rattrapée par la ville.

Les banderoles annoncent une exposition, des conférences, autour du concours d'idées lancé par la firme automobile pour la réutilisation de cet édifice. Une opération à la fois commerciale, politique et culturelle, comme l'Italie sait les combiner.

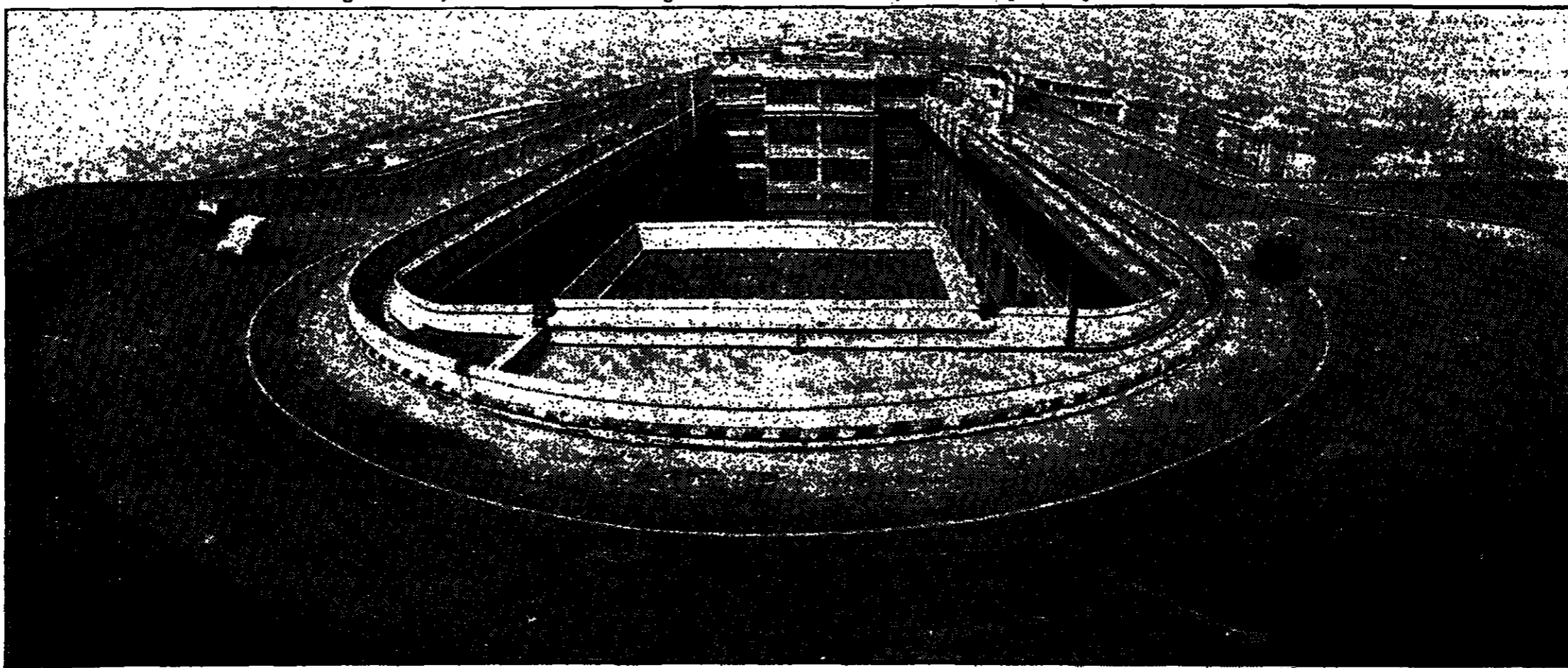
Grand comme le château de Versailles, comme feu le Crystal Palace à Londres, ou comme le Circus Maximus à Rome, le bâtiment principal a des façades de 507 mètres de long, régulièrement percées, sur trois étages, de grandes baies vitrées de 6 mètres de large. Sur le toit, une piste d'essai de plus de 1 kilomètre, avec virages relevés, fait de cet édifice qui ne serait que gigantesque un véritable mythe, sauté comme tel dès sa construction.

C'est *Il Colosso*, « par excellence... » (en français dans le texte). Le « navire fabuleux » conçu par l'ingénieur Giacomo Matte Trucchi pour modèle les usines Ford de Detroit. Un commentateur y voit à l'époque « l'Amérique débarquant sur les rives du Pô ».

Inauguré par le roi et son chef du gouvernement, Benito Mussolini, visité par des chefs d'État au même titre qu'une église, une école ou un arsenal, ce Lingotto est un modèle pour Le Corbusier lui-même. Il se fait photographier sur la piste du toit en 1934, alors qu'il vient de proposer pour Alger le « plan-obus » composé d'immeubles-autostrades.



Inauguré en 1923, le « navire fabuleux » de l'ingénieur Giacomo Matte Trucchi, ou « l'Amérique débarquant sur les rives du Pô ».



Si, dans sa rigueur « florentine », selon Le Corbusier, l'interminable façade est peu attrayante, les deux rampes d'accès à la piste, spectaculaires ouvrages de béton, précoces (1926), créent à leur manière un choc aussi magnifique que la chapelle baroque du Saint-Suaire.

« Il y a dix ans, ils auraient tout démolit », dit l'un des architectes consultés par Fiat. Aujourd'hui, ce « témoin » est vénéré comme « pièce d'archéologie industrielle », et on souhaite officiellement qu'il donne à Turin une « fonction nouvelle, multiple, excitante et complexe ».

Les dirigeants de la société s'en défendent ouvertement, mais il s'agit d'abord pour Fiat d'une opération politico-commerciale. Une société qui a doublé ses bénéfices l'an dernier et s'apprête à multiplier par six son capital (*le Monde* du 16 mai) peut se permettre d'inaugurer une exposition fastueuse... dans un bâtiment désaffecté, d'y convier la presse internationale et d'inviter la population à exprimer son opinion sur un matériel audiovisuel et informatique dernier cri.

Même si rien d'autre ne se passe au Lingotto pendant des années, la presse et la télévision locales auront témoigné du souci des dirigeants de la Fiat de ne pas abandonner ce véritable morceau de ville de 18 hectares, au sud-est du centre, le long d'une gare de marchandises elle-même en voie d'être transférée.

Le message s'adresse principalement aux autorités politiques, la région, la commune, actuellement peu en état, à vrai dire, de se poser des questions sur l'aménagement de la cité. Plusieurs adjoints socialistes sont en prison à la suite du scandale qui a éclaté l'an dernier (corruption, etc.), et le maire communiste, M. Diego Novelli, a d'autres soucis que de donner suite aux accords de principe initiaux sur la réutilisation du terrain. Car la Fiat, en dépit d'un pouvoir économique considérable comme premier employeur de Turin (100 000 personnes sur les 240 000 employés du groupe), ne pourrait pas disposer à sa guise d'un tel territoire. C'est donc aussi pour provoquer le dialogue avec les autorités

che 110 135A

Le projet de Luigi Pellegrini, qui compare le plan-témoin de l'Augusto : de construction remplacé par de grands plans et composés de la poste sur la table.

Jeune 1950

fait naître le monde moderne. On les protège, on les aménage, on les transforme. Ainsi du Lingotto de Turin.

qu'elle a pris l'initiative de ce concours auprès de vingt architectes connus et d'une publication, en fanfare, des résultats.

L'action culturelle, enfin. C'est un souci qu'ont plus fréquemment que d'autres les industriels italiens de laisser un nom dans le domaine des arts, appliqués ou non à leur production. Des fondations (la Fondation Agnelli, par exemple) ou les entreprises elles-mêmes (Olivetti en particulier) subventionnent des expositions, des musées, font travailler les artistes, éditent des livres, font appel à de « bons » architectes.

Catalogue luxueux, présentation détaillée des projets, et de l'œuvre déjà réalisée (contre les honoraires et le remboursement des frais) : les architectes n'ont pas à se plaindre de cette promotion quasi publicitaire de leur travail, dans une opération qui aura coûté au total 1 milliard de lire, soit environ 5 millions de francs.

Au moment où la plupart des grandes villes ont le souci de ces « friches industrielles », de ces carcasses qui ne font même pas de belles ruines, la question de leur réemploi est d'intérêt général : le musée, comme on le fait à La Villette, à Paris, est-il la seule issue ? Peut-on, comme on l'a fait à Lille, à Elbeuf et ailleurs, installer des logements vastes, lumineux, avec terrasses, à la place des machines ?

Le problème ne se posera pas chez Renault, à Boulogne-Billancourt : la Régie, qui avait, pendant des années rempli les espaces libres au fur et à mesure des besoins, a fait récemment le choix de réorganiser rationnellement son domaine, et de rester là. Un nouvel atelier, le « 57 métal », reconstruit par Claude Vasconi, sera mis en service prochainement. Mais les difficultés financières n'ont pas permis à la Régie de faire reconstruire par l'Américain Richard Meier l'immeuble de bureaux du siège.

Pour Fiat, qui fabrique ses voitures dans la banlieue de Turin depuis longtemps, les étages du Lingotto (on veut aujourd'hui des usines à plat) étaient un handicap. Travail aussi l'idée de rentabiliser ce terrain bien placé : le ralentissement économique et démographique actuel écarte, semble-t-il, toute pression spéculative immédiate.

Hôtels de luxe dans les docks Sainte-Catherine à Londres, centre commercial, restaurants et cinémas dans une chocolaterie à San-Francisco. Les « reconversions » tournent toujours autour des mêmes idées : musée des techniques, boutiques, logements, équipements pour le sport, que l'on retrouve dans les propositions des vingt.

Sans illusion sur l'immensité des transformations concrètes du lieu, les architectes appelés ont fait un concours... de rêves, plus que d'idées. En couleurs, en maquettes (moulées dans une grande plaque de caoutchouc pour Gaetano Pesce, farceur de service), ils ont brodé sur le thème du gigantesque.

Comme si le million et demi de mètres carrés déjà construits ne leur suffisait pas, certains en ont rajouté : trois tours en forme de marteaux pour le musée de la classe ouvrière proposé par l'Autrichien Hans Hollein ; un hôtel au-dessus du bâtiment principal pour « finir » la silhouette en paquebot pour Fehling et Gogel, disciples allemands de Mendelssohn.

D'autres ont voulu noyer la bête dans un parc, comme John Johansen de New-York, tendance école, et Lawrence Halprin, Californien, tendance participationniste, frappé sans doute par *La dolce vita*, qui propose un remake hollywoodien, géant, de la fontaine de Trevi. Pour des bains collectifs.

Certains se sont sentis à l'étroit sur les 18 hectares de Fiat. Ils ont annexé les voies de chemin de fer voisines et pensé à l'avenir de tout le centre-ville : Gaetano Pesce avec cent quatre-vingt-dix (!) immeubles nouveaux dans un grand parc et une tour de 90 mètres de hauteur pour « décentraliser de Rome le ministère du travail, celui de la culture allant à Venise ». Vittorio Gregotti, l'architecte milanais qui s'en prend au « territoire » et qui voulait lancer un pont bâti de 1 kilomètre de longueur pour l'Exposition universelle à Paris, a redessiné tout un quartier, déplaçant au Lingotto la gare de voyageurs, et les activités qui s'y rattachent. Cesar Pelli, l'italien de New-York, a vu Turin à l'image de l'Amérique avec des rues tracées au cordeau et des arcades, déjà dans le style de la ville.

Se limitant au bâtiment, évinçant plus ou moins l'entourage, certains renforcent le mythe : Gae Aulenti, responsable de l'aménagement intérieur du musée d'Orsay à Paris, est prête à loger au carré mille trois cent soixante-cinq familles dans cette cité géante. Plus malin, Ettore Sottsass y installerait une « ville dans la ville » avec théâtres, cinémas, logements et commerces de part et d'autre d'une galerie vitrée. « Si l'on veut que ça marche, il faut que ce soit rentable, dit-il. Une bonne affaire. »

Trois projets se font remarquer par leur culot iconoclaste : ils cassent tout. Aldo Rossi adosse à une moitié conservée des édifices de toutes formes, comme un Luna-Park. Renzo Piano, notre homme-Beaubourg, découpe le Lingotto en tranches, tend des toiles de couleur, et ajoute des structures métalliques variées, pour faire oublier la boîte.

Richard Meier fait carrément descendre par une rampe oblique la piste jusqu'au sol, introduisant une gigantesque disymétrie et accommodant ainsi, sur pièces, la rigueur moderniste à son obsession virtuose du mouvement qui déplace les lignes.

Mais le plus ironique, le plus dérisoire, est le projet de l'Anglais James Stirling. Ruinant à demi un bâtiment annexe, il place le Lingotto au centre d'un parc d'attractions, double le coup de l'ellipse fameuse avec des arènes plus grandes encore, et aménage une voie triomphale bordée de voitures-sphinx en marbre blanc, conduisant à un musée qui se visiterait en voiture. Le premier musée *drive-in*.

La boucle est bouclée : quatre-vingts modèles de voitures sont sortis du Lingotto pendant soixante ans, de la petite Fiat 500 de 1936 (la Juva 4 des Italiens), baptisée Topolino et vendue 8 900 lire, « voiturette du travail et de l'épargne », selon Mussolini, à la Lancia Delta des dernières années. Ils y retourneraient, accompagnés de l'âme de milliers d'ouvriers.

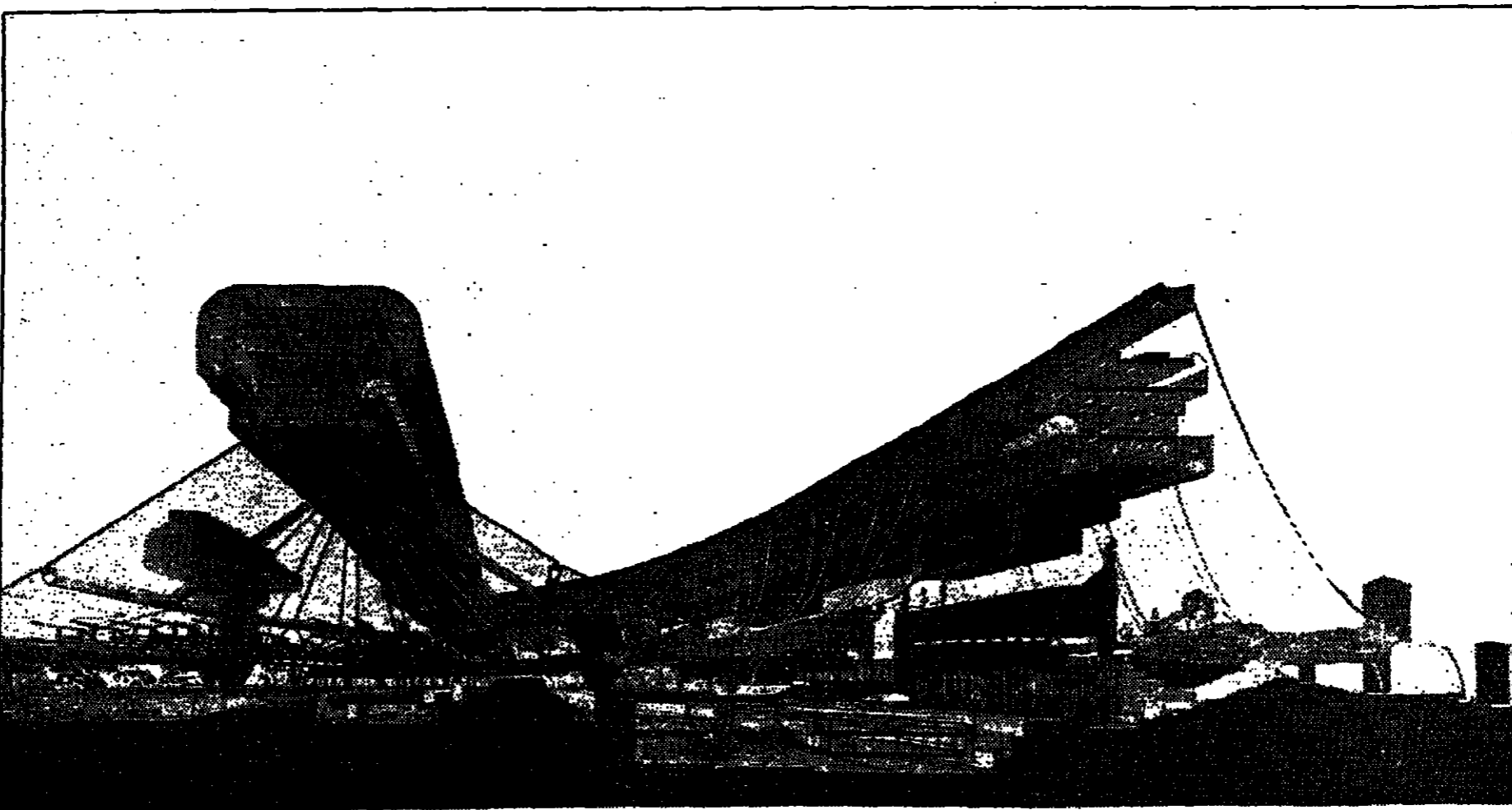
Tandis que les robots sortent deux mille six cents voitures, chaque jour, à Mirafiori. Avec seulement vingt-quatre hommes.

MICHELLE CHAMPENOIS.



« Si, dans sa rigueur florentine, l'interminable façade est peu attrayante, les deux rampes d'accès à la piste, spectaculaires ouvrages de béton, précoces (1926), créent à leur manière un choc aussi magnifique que la chapelle baroque de Saint-Sauro... »

Le projet de Luigi Pellegrini, un de ceux qui s'emparent le plus vivement du Lingotto : démolition du rez-de-chaussée, remplacé par de grands pilonis et couverture de la piste sur le toit.



Jeune Miss 1950

Les J.O. au bord du K.O.

En 394, l'empereur Théodose s'était déjà fâché...

HAUT dans le ciel, le soleil nargue les ruines hiératiques : Polympisme est battu en brèche, les Jeux olympiques battent de l'aile, le caducée d'Hermès et l'égide d'Athènes ont raison d'Apollon. Pourtant, le ciel d'Arcadie est toujours lumineux, les collines toujours inspirées, le paysage exprime toujours la douceur, l'harmonie et la sérénité. Et, au cœur du sanctuaire d'Olympie, sur le fronton ouest du musée, symbole de la Trêve des dieux, Apollon continue à s'interposer entre les Centaures et les Lapithes qui s'entre-tuent.

Sensibles à tout ce qui touche l'olympisme, marqués par leur héritage culturel, les Grecs regardent les vents mauvais soufflant en rafales sur Los Angeles.

Pourtant, rien de nouveau sous les cinq anneaux olympiques : l'histoire des Jeux est ponctuée de controverses, de querelles et d'affrontements. Et les historiens ne manqueraient pas de noter que le premier boycottage des Jeux eut lieu en 424 avant J.-C., au cours des guerres du Péloponnèse, quand Athènes et ses alliés exclurent les Spartiates. Un rapide survol des Jeux modernes permet de mieux cerner ce qui se présente comme une fâcheuse constante.

Fin 1933, afin de protester contre le nazisme, l'Amateur Athletic Union des Etats-Unis mena campagne contre les Jeux de Berlin de 1936. Et, en 1935, le mot d'ordre circula : « No american participation in the Olympic Games under nazi auspices ». En France et dans plusieurs pays européens, un très fort courant d'opinion se dégagea contre les Jeux olympiques de Berlin.

En 1948, le jeune Etat d'Israël ne put participer aux Jeux de Londres par suite du tir de barrage effectué par des pays arabes. Ce n'est qu'en 1952 qu'Israël put rejoindre la famille olympique.

En 1956, les Jeux de Melbourne furent perturbés par l'intervention soviétique à Budapest, et l'expédition franco-britannique sur le canal de Suez déclencha de furieuses réactions. Cependant, le boycottage ne visa pas le pays organisateur mais des pays participants : la France et la Grande-Bretagne. D'autre part, la République populaire de Chine se retira pour protester contre la présence de la Chine nationaliste.

En 1968, les Jeux de Mexico furent précédés par le massacre de étudiants en colère, et plusieurs pays réclamèrent, en vain, l'exclusion de l'Union soviétique, qui était intervenue militairement en Tchécoslovaquie. Et ce furent les représentants de l'URSS qui provoquèrent l'exclusion de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Enfin, sur le podium, les athlètes américains Smith et Carlos saluèrent le poing fermé, à la « Black Power ». En 1972, le massacre des athlètes israéliens transforma les Jeux de Munich en arènes sanglantes, et la Rhodésie fut, une fois de plus, expulsée.

En 1976, à Montréal, Taiwan ne put participer aux Jeux et vingt-huit pays africains les boycottèrent afin de dénoncer le racisme et l'apartheid. Ce n'était pas le Canada qui se trouvait visé mais la Nouvelle-Zélande, présente aux Jeux et coupable de « contacts impurs » avec l'Afrique du Sud.

En 1980, l'intervention militaire soviétique en Afghanistan provoqua le boycottage des Etats-Unis, et Los Angeles pourrait bien être la réponse du berger à la bergère.

Les Jeux demeurent vulnérables. D'où viennent-ils ? Les savants et les archéologues ont établi que vers 1500 avant J.-C., des cérémonies reli-

gieuses, des manifestations culturelles et des jeux athlétiques avaient eu lieu en Elide. L'année 776 avant J.-C., qui ouvre l'ère officielle des Jeux olympiques, ne marquerait donc que la renaissance d'une longue tradition. Les réunions sacrées étaient alors réduites au nombre de quatre : à l'Isthme, à Némée, à Delphes et à Olympie. Mais, au fil des années, les jeux olympiques éclipsèrent les autres jeux pan-helléniques.

Tout concourait pour qu'Olympie affirme sa suprématie. Tout d'abord, l'isolement, car il était fort malaisé d'atteindre ce sanctuaire. Puis, le paysage harmonieux entre tous se prêtait à l'épanouissement d'une culture alliant l'esprit et le corps. Tous les quatre ans, aux alentours du solstice d'été, les Hellènes venaient du nord, du sud et du centre de la Grèce, alors que ceux qui s'étaient établis autour du Lac sacré venaient de la Sicile, de l'Asie Mineure et d'autres colonies lointaines. Ils se rendaient

per en plein air, au milieu de baraquements où l'on trouvait tout ce qu'il fallait pour se nourrir. Les Jeux duraient cinq jours, mais, bien avant leur ouverture, les spectateurs étaient là, dormant devant les portes de stade afin de s'assurer une place : soixante mille spectateurs s'entassaient sur les talus herbeux du stade. Des collines voisines, des guirlandes humaines s'efforçaient de suivre de loin les concours et les Jeux. Et chacun pouvait suivre un sacrifice accompagné de chants, écouter un musicien, voir un poète réciter ses œuvres. Des bateleurs exécutaient mille tours, un héraut lisait un document officiel, un rhéteur haranguait des badauds ironiques.

Les premiers Jeux ne comportaient qu'une seule épreuve : la course du stade (192 m). Puis, à partir de 724 avant J.-C., de treize à quinze épreuves furent distribuées selon les époques : la course de deux stades (*diavlos*), le *dolichos* d'environ vingt-quatre stades, la lutte, le pentathlon

per mais de gagner à tout prix et, parfois, en bafoyant l'esprit olympique. La corruption, la rage de vaincre, les rivalités entre les cités précipitèrent la décadence.

Peu à peu, les marchands qui envahirent le Temple, les Barbares qui prirent le dessus et l'occupation romaine, marquée, entre autres, par les pantalonades de Néron, sonnèrent le glas de Jeux autrefois lumineux comme le ciel d'Olympie.

Sur un autre plan, l'évolution des mœurs, les métamorphoses sociopsychologiques, la poussée du christianisme accentuèrent le déclin des Jeux. Et, en l'an 394 de notre ère, Théodose le Grand, empereur chrétien d'Orient, décida de mettre un terme à la célébration des Jeux olympiques. Cette mesure, dictée par un mobile religieux, répondit également au souci de respecter la simple règle morale. La gloire d'Olympie avait duré mille deux cents ans, et si l'olympisme demeurait une idée im-

« opération olympique », qui commence avec la recherche de jeunes talents et se termine sur le podium, le « secteur privé » se trouve de plus en plus mis à contribution. D'où une commercialisation éhontée, dont le couronnement fut le passage de la flamme olympique, vendu 3 000 dollars le kilomètre. L'entière responsabilité de cette dernière bavure revient au Comité olympique international, qui n'aurait jamais dû confier l'organisation des XXIII^e Jeux à un groupe de particuliers et sans assurance d'un sévère contrôle de la part du Comité olympique américain et de la ville de Los Angeles.

Véritable phénomène social de notre siècle, le sport et les Jeux olympiques pouvaient difficilement échapper aux problèmes posés par les évolutions économiques, sociales, morales et psychologiques. Mais le ver a vraiment trop rapidement rongé le fruit, et il faut bien constater que ce n'est pas seulement le professionnalisme et la commercialisation qui conduisent les Jeux olympiques à leur perte.

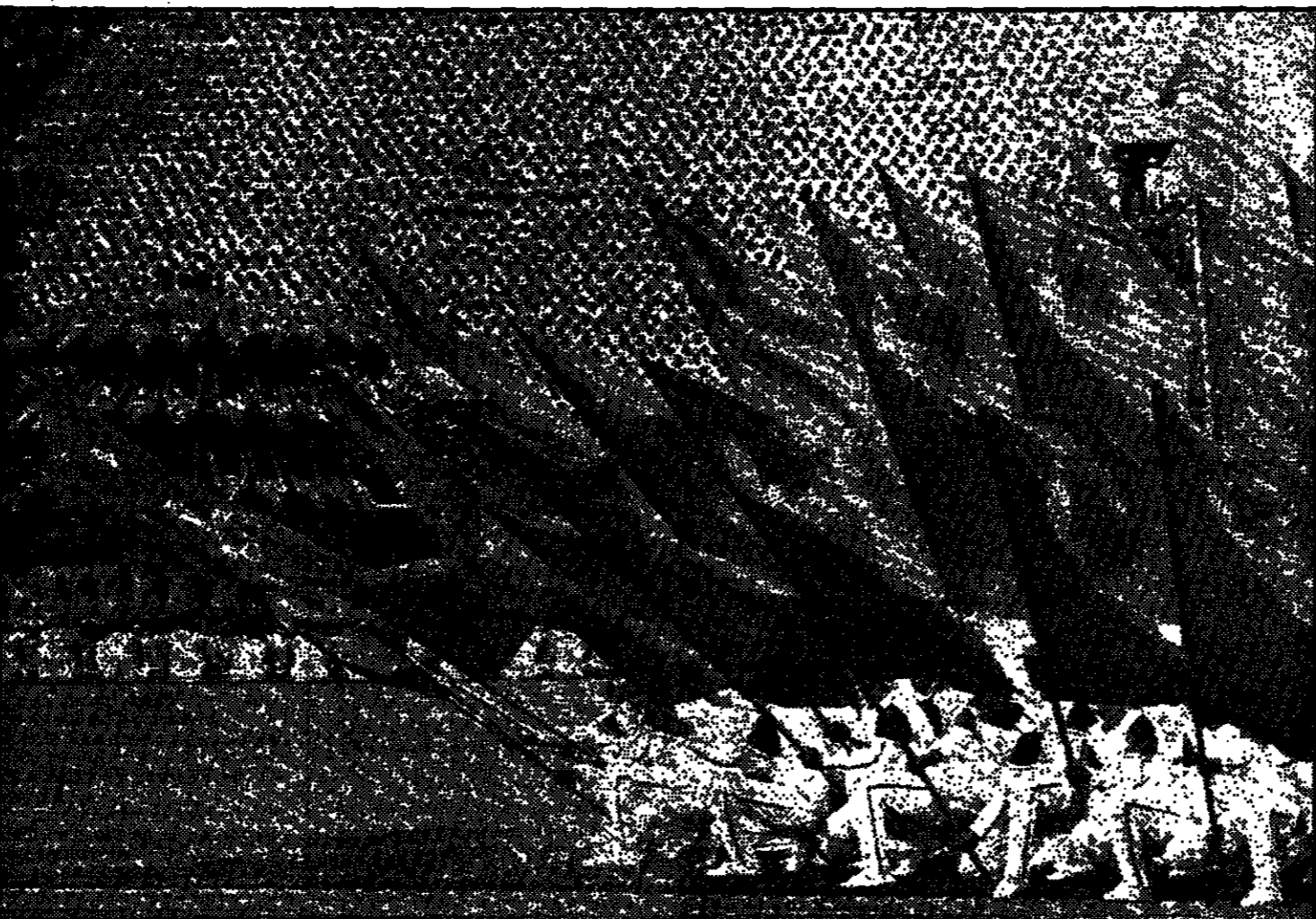
En effet, l'essentiel n'est plus de participer mais bien de disputer une frénétique « course aux médailles ». Des médailles qui, finalement, ne prouvent pas grand-chose, car le pays le moins sportif peut en décrocher une grâce à une étoile de seconde grandeur qui s'éteint dans le firmament olympique aussi vite qu'elle était apparue. De même, les compétitions sont sanctionnées par un classement, certes officieux, mais qui n'en demeure pas moins contraire à l'esprit des Jeux ; il est d'autant plus absurde qu'il revient à additionner des pommes et des poires, car quelle commune mesure peut-il exister entre une victoire au décathlon et une victoire au sabre par équipes ? Pierre de Coubertin était hostile aux sports d'équipes, et de toute façon, il n'est pas possible de placer sur le même plan la victoire d'un athlète seul et celle remportée, collectivement, par une équipe. Pourtant, chaque pays veut se placer en bonne position, ce qui revient malheureusement à prolonger des conflits totalement étrangers au sport. Du coup, il n'est plus question, et depuis longtemps, de la Trêve olympique.

Aujourd'hui, les Jeux olympiques rêvés par Pierre de Coubertin ne sont plus qu'un cadavre à la lousco, et il serait puéril de penser qu'ils puissent être maintenus dans leur contexte actuel : il est préférable de s'en tenir à ce qui peut être encore sauvé de l'olympisme.

Le président de la République hellénique, M. Constantinos Caramanlis, a proposé l'organisation permanente des Jeux dans son pays. Bien que contraire à celle de Pierre de Coubertin, qui voulait une rotation des Jeux afin d'affirmer l'universalité de l'olympisme moderne, l'idée du président Caramanlis est noble, généreuse mais difficile à réaliser. En revanche, il est possible d'avancer que les Jeux olympiques pourraient être repensés en fonction des réalités contemporaines. Ainsi, il serait raisonnable de réduire les Jeux aux seuls disciplines naturelles : courses, sauts, lancers, natation et quelques autres disciplines qu'il conviendrait de choisir après mûre réflexion.

Pour leur part, les Grecs, qui pensent déjà au centième anniversaire de la rénovation des Jeux olympiques qui devrait être célébré à Athènes en 1996, demeurent persuadés que l'olympisme reste une philosophie tournée vers l'avenir et crient : les Jeux sont morts, vivent les Jeux !

MARC MARCEAU



à Olympie pour adorer en commun les grands dieux des ancêtres, et rendre hommage à la beauté, à la vigueur et à la grâce : tous avaient vraiment le sentiment d'appartenir à un peuple supérieur.

Durant des siècles, les Jeux d'Olympie furent une fête religieuse avec des sacrifices et des offrandes aux dieux, des manifestations culturelles et des concours athlétiques. La conquête des lauriers était secondaire, et Solon insistait sur la valeur pédagogique des exercices gymniques et les jeux du stade. Les Anciens n'avaient donc, à Olympie, d'autre ambition que de voir triompher le premier des meilleurs, loyalement, sans tricherie et dans le culte des valeurs spirituelles. L'athlète devait se surpasser, faire mieux que ses adversaires, mais une défaite n'était une humiliation ni pour le vaincu ni pour la cité qui l'avait désigné. Dans une Hellade où les cités s'affrontaient dans de sanglants conflits et où des Grecs combattaient d'autres Grecs, les Jeux d'Olympie constituaient la Trêve des dieux.

Des foules considérables confluaient vers Olympie en dépit des difficultés d'accès à travers les plateaux de la sèche Arcadie. Point de ville : deux temples, des trésors, quelques beaux monuments, un stade, un hippodrome. Il fallait cam-

(720 avant J.-C.), le pugilat (708 avant J.-C.), le quadrige, le panocrace (680 avant J.-C.), les concours hippiques, le disque, le javalot, les sauts. Mais alors que des épreuves spéciales étaient réservées aux adolescents, les *Herias*, ouverts aux femmes, furent des plus éphémères.

Les Jeux étaient dirigés par un jury, les Hellanodices, personnalités d'Elide, assistés par des *alytées* (agents). Des *magistrophores* séparaient les athlètes par trop irascibles et des *rabdophores* faisaient régner l'ordre dans le stade et aux alentours. Au début, les Jeux étaient réservés aux citoyens libres, et les Barbares comme les esclaves en étaient exclus.

Tout d'abord, les vainqueurs reçurent des cadeaux utiles et, à partir de 752 avant J.-C., une couronne d'olivier sauvage (*athlon*). Mais le prestige d'une victoire à Olympie déclencha une pernicieuse course aux couronnes de lauriers. Chaque cité s'employa à remporter le plus de victoires possible afin d'affirmer sa prospérité, sa gloire et sa puissance. La quête de jeunes talents, la sélection et la préparation des athlètes, qui devait obligatoirement durer neuf mois, un entraînement de plus en plus intensif, le recours à des moyens matériels de plus en plus importants firent qu'il ne s'agissait plus seulement de partici-

perissable, une philosophie, les Jeux olympiques avaient perdu leur grandeur, leur prestige et leur pureté originelle.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les Jeux olympiques renoués par Pierre de Coubertin ne pouvaient que suivre la même courbe déclinante que celle qui mena d'Apollon à Théodose ; mais plus rapidement, plus brutalement et sans subir l'usure des siècles. Lucide, Pierre de Coubertin avait confié à ses amis : « On oublie que les Jeux ne sont pas des lieux de super-championnats, et encore moins une kermesse. »

A Rome, en 1949, il fut décidé que la Grèce serait reconvenue comme le guide spirituel de l'olympisme. Après juin 1961, une académie fut instaurée à Olympie afin de respiritualiser le sport et de lutter contre sa commercialisation, ses déviations et ses multiples perversions. Il était en effet devenu nécessaire de réagir contre la notion envahissante et nocive du record, de la performance, de la victoire comme seule finalité. Il convenait également, à défaut de pouvoir fouetter les marchands du Temple, de lutter contre la dégénérescence de l'esprit olympique, de dénoncer l'athlète marchandise, de cloquer au pilori un professionnalisme débilisant. Certes, Pierre de Coubertin ne sacrifiait nullement

deux cent quarante-sept femmes), qui disputèrent deux cent trois épreuves dans vingt et un sports différents. A noter qu'aux Jeux de Munich en 1972, cent vingt-trois nations participèrent avec dix mille quatre-vingt-huit athlètes, hommes et femmes.

Ce gigantisme qui fit inscrire des sports comme le kayak, le tir à l'arc ou le hockey sur gazon, par exemple, accentua la déviation provoquée par la recherche systématique, programmée, voire scientifique, de la performance de haut niveau. A ce propos, il n'est pas sans intérêt de relever qu'aux Jeux d'Athènes de 1896, le 100 m fut couru en 12 s, le saut en hauteur remporté avec 1,81 m et le disque lancé à 29,65 m. Au Jeux de Moscou, ces mêmes épreuves donnèrent : 10,25 m, 2,36 m et 66,64 m !

Une telle progression dans les performances, pratiquement dans tous les sports, met en relief le recours à des moyens techniques et matériels de plus en plus importants, coûteux et discutables. Le fait est que la préparation, ou plus exactement la « fabrication » d'athlètes capables d'enlever une médaille d'or, d'argent ou de bronze, entraîne des dépenses démentielles et la mise en place de structures gigantesques. Or comme les Etats intéressés ne peuvent financer totalement l'ensemble d'une

boutique à pub

Jp 11/10/1984

Majorité, an IV

Moi, l'homme du changement

François Mitterrand est en forme ; la gauche, elle, a du vague à l'âme.



MERLON/COLLECTIF

« **E**TRE en accord avec soi-même, je ne connais pas meilleur bulletin de santé. » La définition, élaborée avant 1981, est de M. François Mitterrand. En 1984, le président de la République paraît en assez bonne forme alors que la gauche a du vague à l'âme. Il faut croire que le premier pense être fidèle à la vision de la France qu'il avait dans l'opposition. Il faut croire que la seconde s'estime trompée par le président Mitterrand ou s'est trompée sur les intentions du candidat Mitterrand.

Qui, avant 1981, aurait imaginé que la gauche engagerait le processus de désindexation des salaires sur les prix qui conduirait à une diminution du pouvoir d'achat moyen ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'elle accepterait, la fermeture de puits de mines de charbon, et d'usines sidérurgiques, la baisse de production des chantiers navals, les licenciements dans l'automobile ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'elle devrait s'accommoder, quoi qu'il lui en coûte, de deux millions trois cent mille chômeurs en 1984 ? Qui, avant 1981, aurait imaginé qu'en 1984, la plupart des dirigeants de la droite se féliciteraient discrètement que la gauche effectue à sa place un travail qu'elle aurait été dans l'incapacité d'accomplir elle-même ? Pas un électeur de gauche n'avait prévu un tel ensemble. Et M. Mitterrand ne l'a certes pas voulu.

Depuis longtemps M. Mitterrand admet que la gauche cède « plus qu'il n'est raisonnable à la part du rêve » et que, parvenue au pouvoir, elle ne peut éviter d'intégrer l'obligatoire « déception révolutionnaire » des masses, comme di-

saient Léon Blum. Les socialistes prétendaient « changer la vie ». Il leur est aujourd'hui reproché d'avoir changé d'avis. Leur image est bâtie sur une tradition de luttes sociales — la défense des opprimés — et non pas sur une capacité de gestion de la société.

Changer la vie n'aurait en valeur que de slogan. Il y a une injustice quelque part. A moins de considérer que la gestion économique efface tout le reste, c'est-à-dire les lois Auroux, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, la décentralisation, la suppression des tribunaux d'exception, l'abolition de la peine de mort. Si changer la vie c'est faire baisser le prix des tomates, alors la vie n'a pas changé. Ou bien « le reste » est pris en compte ; et alors quelque chose a bougé.

L'évolution de la gauche depuis 1981 peut être appréciée par référence à la politique économique qu'elle a mise en œuvre jusqu'en juin 1982, et par référence à l'idée que M. François Mitterrand se fait du socialisme. La première méthode permet de conclure à la réalité d'une « révolution culturelle » et la seconde d'accorder à la gauche la grâce de la continuité.

Tracée à gros traits, une politique économique de gauche telle qu'elle était exposée avant 1981, c'était — c'est toujours — la croissance et, pour y parvenir, la relance de la consommation intérieure. M. Mitterrand, le gouvernement de M. Mauroy s'y sont essayés. Ils en sont revenus.

Dans Ici et maintenant, livre-interview publié en 1980, Guy Claisse posait au premier secrétaire du parti socialiste la

question suivante : « Si vous relancez la consommation intérieure, ne craignez-vous pas une inflation encore plus forte et ne courez-vous pas le risque d'un déséquilibre aggravé de notre commerce extérieur ? » Et M. Mitterrand répondait : « Ce sont là les arguments de M.M. Giscard d'Estaing et Barra. » Parce que le président de la République et le premier ministre de l'époque les utilisaient, ces arguments n'étaient pas recevables. Ils le sont pourtant devenus.

La relance de la consommation intérieure, ajoutait M. Mitterrand, suppose que soit réformé l'appareil de production français. Il ne l'était pas, et pour cause. Les experts socialistes disent aujourd'hui qu'ils avaient sous-estimé la dégradation de l'appareil industriel et sa capacité à répondre à une augmentation de la demande intérieure. Et qu'ils attendaient, comme tout le monde, la reprise mondiale, qui ne s'est pas produite. « Nous avons été grisés », a admis M. Mitterrand devant Philippe Bauchard qui s'en est fait l'écho, dans *Témoignage chrétien*, pendant l'été 1983. Grisés par la victoire dont M. Delors avait dit : « Elle est trop belle. Nous allons faire des bêtises. » Or M. Mitterrand a deux convictions, qui confinent à l'obsession : la gauche doit être capable, autant que la droite, de maîtriser les techniques économiques ; la gauche est, par nature, plus capable que la droite d'explorer l'avenir industriel et technologique.

La légende selon laquelle il n'a éprouvé, jusque peu avant son accession au pouvoir, que le mépris du littéraire pour les technocrates, a la vie dure. Les socialistes, affirmait-il dans *Ma part de vérité* (1969),

« quand ils ignorent les dossiers qui leur fournissent les dernières données de l'économie et de la technologie, désconsidèrent le socialisme, frère jumeau de la science ».

En 1969, cela n'allait pas de soi. Il faut « tarabuster » la gauche, écrivait-il, pour qu'elle « se rende maîtresse du réel, pour qu'elle vive avec son temps ». Et il ajoutait : « L'hypothèse socialiste est inséparable d'un développement industriel avancé. Dès lors, un gouvernement socialiste doit connaître autant qu'un gouvernement capitaliste les ressorts de la croissance et de l'expansion. Echouer serait une triple faillite, technique, politique et morale. Incapable de produire davantage pour répartir plus justement, cela condamnerait le socialisme à retourner à l'état qui fut longtemps le sien, celui d'une utopie. »

En 1981, ils ont été quelques-uns à « tarabuster » la gauche. M. Michel Jobert, qui a peu de respect pour les tabous, conseillait par exemple une dévaluation immédiate et massive du franc que M. Mitterrand a regretté de n'avoir pas faite à ce moment-là et comme cela. M. Jacques Delors, social-démocrate de tempérament, soucieux de la crédibilité de la France à l'étranger n'a cessé d'inviter les socialistes, au nom des contraintes monétaires, à maîtriser leurs ambitions. M. Laurent Fabius, économiste de formation, qui, à la fin de 1981, abreuvait l'Elysée de notes sur les dangers d'un déficit budgétaire trop profond.

Et M. Michel Rocard ? Il avait tant « tarabusté » avant 1981, qu'il valait mieux pour lui de se taire. C'est à M. Mitterrand qu'il appartenait de dé-

cidier : « C'est moi qui ai imposé la rigueur à certains de mes ministres qui n'en voulaient pas » (Témoignage chrétien).

En 1984, on « tarabuste » encore. A commencer par M. Mitterrand. C'est lui qui s'efforce de créer, au travers des restructurations obligées, des « chocs culturels » successifs de nature à briser l'image « métaphysique » qu'une partie de la gauche se fait de l'économie. Confier à M. Laurent Fabius le dossier de la sidérurgie procède de cet état d'esprit.

MM. Delors, Fabius, Fiterman, Bérégovoy, Rocard... chacun réagit à sa manière. Mais c'est M. Mitterrand qui dévide le fil conducteur, impose sa vision, socialiste, de la France, « épouse le terrain » — celui de la crise, dont il remarquait, en 1974, que la France ne connaissait alors que les « premiers effets » — sans pour autant « perdre le nord », ainsi qu'il l'expliquait dans son interview à *Libération*.

Le nord, le long terme, c'est cette fameuse « société d'économie mixte », toujours présente au centre de la réflexion de M. Mitterrand et dont la vision s'éclaire « en marchant ». Ce projet d'allure social-démocrate c'est, pour partie, celui qui réconcilierait les travailleurs, la gauche et l'entreprise, qui allierait justice sociale et économie, créativité des salariés et productivité. Les lois Auroux ne seraient qu'une première étape sur ce long chemin.

Il y a pourtant une contradiction éclatante entre ce projet et la pratique économique de la gauche, douloureuse pour ceux qu'elle a l'ambition de défendre. « Si vous considérez qu'être de gauche interdit de moderniser le pays à cause des

souffrances qu'entraîne tout changement, je ne puis vous suivre. Et pourtant, je m'interroge chaque jour sur ce que je suis en droit de demander à la classe ouvrière », remarque M. Mitterrand. Il y va à la fois de l'avenir du pays et de l'avenir du projet socialiste. A court terme, le pouvoir est plongé dans ce que l'on considère, à l'Elysée, comme « une opération survie ». Il fallait choisir entre une France qui maintienne et recrée des centres de décisions économiques autonomes ou une France soustraite des Etats-Unis.

Le socialisme, en 1984, ce serait donc la survie. Et toujours la recherche de la justice. « Lorsqu'elle sera au pouvoir, elle liera le problème des transferts et des mutations économiques à une politique d'obligations sociales », affirmait M. Mitterrand, à propos de la gauche, en 1969. L'emploi fait partie de ses obligations.

« Quand le premier emploi des jeunes c'est le chômage, moi, François Mitterrand, je dis que ce n'est pas juste. » C'était en 1981, avant l'élection. En 1984, il y a deux millions trois cent mille chômeurs et, pour eux, ce n'est certainement pas la justice. Dire qu'avec M. Raymond Barre il y aurait — peut-être — cinq cent mille chômeurs de plus, dire que le chômage d'aujourd'hui est un passage obligé pour l'emploi d'après-demain n'est pas, pour ceux-là, une consolation même si ces arguments comptent pour un électeur de gauche.

Changer la vie ? Les socialistes y croyaient et n'ont pas changé d'avis. Ils y croient toujours. Reste à convaincre leurs électeurs d'y croire encore.

JEAN-YVES LHOUEAU.

J.P. M... 150

uche

Le marteau et l'enclume

Georges Marchais et la politique du PCF. Charles Fiterman et la gestion gouvernementale.

« **N**OUS sommes dans une période d'apprentissage (...) et nous apprenons tous, actuellement, de la cellule au comité central », déclarait M. Georges Marchais, devant le comité central du Parti communiste, en décembre 1981.

Ainsi se présentaient les communistes, après six mois de participation à la majorité et au gouvernement. A entendre leurs dirigeants, leur échec du printemps 1981 les avait comme tirés d'un long sommeil, mis en présence d'une réalité sociale qui avait évolué sans eux et qui leur avait joué un mauvais tour.

Ils avaient, certes, — toujours selon la version officielle — commencé, en 1976, à rattraper un retard de vingt ans, mais ils s'y étaient pris trop tard, et 1981 était arrivé trop tôt pour que l'œuvre entreprise ait pu produire ses effets.

L'heure était, donc, à l'apprentissage. Mis au pied du mur, les communistes se voulaient des « constructeurs ». C'était le mot d'ordre du vingt-quatrième congrès, en février 1982. Le chef de chantier ne changeait pas : M. Marchais était confirmé dans ses fonctions, mais il y avait, à côté, un contremaître plein d'entrain.

« J'ai confiance, disait, au congrès, M. Charles Fiterman, dans notre capacité à soutenir une émulation, qui doit, bien sûr, être mise au service des intérêts de notre peuple, harmonisée avec le souci constant d'assurer ensemble, dans l'union, le succès des objectifs définis en commun ».

Deux axes pour l'apprentissage

Les deux axes de l'apprentissage communiste étaient, ainsi, définis : d'un côté, la défense du programme du parti, de son « identité » ; de l'autre, l'adaptation aux contraintes de l'exercice du pouvoir. Les tâches, sinon les responsabilités, étaient, du même coup, réparties.

A M. Marchais par exemple, comme on l'avait vu en décembre 1981, la défense des positions du PCF sur le « bilan globalement positif » des pays socialistes ; à M. Fiterman, l'expression de l'accord du même PCF avec les déclarations de M. Pierre Mauroy, lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne.

Cette division a eu une conséquence paradoxale. Les communistes sont le plus discret là où ils en ont appris le plus — côté « adaptation ». En revanche, ce qui fait le plus de bruit — côté « confrontation » — apparaît comme la preuve de leur immobilisme.

Les socialistes peuvent, dans une certaine mesure, s'enorgueillir de leur apprentissage. M. François Mitterrand peut même dire, à propos de la sidérurgie : « Je me suis trompé », en ajoutant, il est vrai « comme tout le monde ».

Les communistes, eux, sont condamnés — ou se sont eux-mêmes condamnés, mais pouvaient ils faire autrement ? — à chercher toutes les occasions de proclamer : nous avions raison ! De sorte que les signes d'un apprentissage réel doivent être cherchés dans les déclarations faites *in petto* par tel ou tel ministre, dans l'attitude de tel ou tel dirigeant syndical, au

risque, pour eux, d'être bientôt démentis et, pour l'observateur, de se laisser prendre à des leurreux.

Ce qui est sûr, qu'il s'agisse des ministres, des syndicalistes ou des dirigeants du parti, c'est qu'ils ont appris à négocier avec les socialistes. Dans la période récente, les décisions prises à propos de la construction navale ou, plus récemment encore, au sujet du conflit de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, ont montré que les communistes savent se faire entendre de ceux dont ils partagent le pouvoir.

L'assertivité et les reproches

Les socialistes doivent, à la fois, contenir l'influence du PCF et éviter qu'elle ne se réduise ; les communistes savent jouer de cet argument et faire valoir qu'à leur rendre la tâche trop difficile vis-à-vis de leur base, le gouvernement saperait l'assise réduite dont il dispose, aujourd'hui, dans son propre camp.

Dans l'élaboration du plan acier, les communistes, parmi d'autres, avaient bien cru qu'ils étaient près d'obtenir, avec le projet du train universel de Gandrange, faute du maintien du train à feuillard de Longwy, un aménagement favorable à leur cause.

L'arbitrage rendu en sens contraire n'a pas été pour rien dans les propos amers, tenus à la tribune de l'Assemblée nationale, le 14 avril, par les orateurs communistes, qui avaient reproché au gouvernement de ne pas tenir compte, dans ses décisions économiques et sociales, de leur point de vue.

Apprentissage, encore, lorsque la CGT paraissait admettre les solutions retenues pour l'usine Talbot de Poissy, en décembre 1983, ou bien les explications des ministres concernés, à commencer par le premier, sur l'évolution du pouvoir d'achat « en masse » ou « en niveau ».

Apprentissage, surtout, lorsque sous l'impulsion du ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, notamment, les communistes prennent conscience du retard de qualification dont souffre toute une partie de la classe ouvrière, surtout parmi les jeunes, et de la nécessité de former les travailleurs aux technologies nouvelles.

Mais lorsque, par exemple, un autre ministre communiste, M. Jack Ralite, confie au *Nouvel Observateur*, en décembre 1983, que les travailleurs doivent assumer leurs responsabilités gestionnaires dans les entreprises, incite-t-il vraiment les communistes qui le liront à faire preuve de réalisme, ou bien trompe-t-il son monde en les invitant, tout simplement, conformément au discours officiel de son parti, à s'opposer aux « critères de gestion patronaux », qui, selon le PCF, sont toujours en vigueur dans les entreprises publiques ?

Il apparaît, ainsi, un décalage entre la politique déclarée du PCF et l'adaptation au gouvernement. L'apprentissage, auquel le pouvoir a soumis les communistes, demeure silencieux ou ambigu.

PATRICK JARREAU.



Kiosque

Plus de pères, rien que des fils

LES papas sont à la mode. La preuve, c'est que la revue *Autrement* - qui n'a pas son pareil pour décrypter les signes du temps - leur consacre son numéro de juin sous le titre « Masculinités aujourd'hui : pères et fils ». Vieille querelle pourtant que celle du père et du fils. De la tragédie antique à notre théâtre classique, des règlements de comptes romains aux films de Maurice Pialat, *Oedipe* est roi partout. Kipling a beau dire : « Tu seras un homme, mon fils... », la paternité est un combat perpétuel, et l'idéal alliance qu'il proclame est souvent illusoire.

Pauvres papas modernes ! Non seulement il nous a fallu régler son compte psychologique au père qui nous engendra ; non seulement il nous faut affronter la révolte inévitable des fils, mais on nous a - récemment - ôté des morceaux de notre armure. Sous les coups de la revendication féministe à l'égalité, le père-homme a perdu de sa superbe. Son autorité qu'on croyait éternelle est devenue suspecte, sa sagesse prétendue fait sourire, la culture des fils rend la sienne caduque et bien inopérante. Papas de tous les pays, unissez-vous pour refaire le monde de la paternité !

Facile à dire quand chaque jour que Dieu fait, un « psy » vous met le nez dans vos erreurs et vos manques.

Facile à dire, quand on crée un ministère pour les femmes dont la mission est, par définition, d'aider à mieux redistribuer les cartes. Quand les enfants se font rares et d'autant plus pressants, exigeants, quand l'autorité procède plus de l'Etat que du père, quand la collectivité supplée aux papas défaillants ou démunis, par exemple chômeurs, quand le savoir procède de l'école, de la télévision, de la rue et que - plantés devant leur poste - père et fils apprennent au même moment les mêmes choses !

Dans *Autrement*, Paul Denis, psychiatre, résume la situation en citant Papa Freud : « La fonction paternelle, si l'on en croit un moi de Freud, est l'une de ces trois fonctions où l'on est sûr d'échouer, les deux autres étant la fonction de chef d'Etat et celle de psychanalyste. » Ce n'est pas très encourageant, mais c'est assez bien vu dans l'ensemble. Va-t-on dès lors verser dans le défaitisme, et croire que l'époque des pères est révolue, qu'il n'y a plus que des géniteurs incapables de dominer, ou même de servir, leur progéniture ? Jules Chancel, qui a conçu ce numéro, remarque : « On constate en 1984, une positivité de la notion de père. »

C'est vrai que le besoin d'être père ne se dément pas. Au contraire : il y a de moins

en moins d'enfants, mais il y a de moins en moins de couples sans enfants. Un jeune homme d'aujourd'hui a moins de chances (de risques) que naguère de vieillir et de mourir sans descendance.

A la limite, ceux qui ne peuvent pas être pères biologiquement ont désormais la possibilité de le devenir par procréation. L'insémination artificielle par donneur (IAD) se développe, et les couples stériles se raréfient. On peut devenir en toute légalité le père du fils d'un autre, une fois surmontées les réticences. L'affaire est simple. Dominique Courtier explique : « L'acte d'insémination, K 15, est remboursé à 100 % par la Sécurité sociale. Agrafé à la feuille de SS, un reçu numéroté fourni par la banque contre l'achat des pillettes de sperme utilisées pour l'acte d'insémination. Codifié par un arrêté de 1980, ce « produit biologique d'origine humaine » est aujourd'hui estimé à 240 francs l'unité (la pillette), et est également remboursé à 100 % ».

Dévoitiserait-on la paternité ? Nullement. Un médecin spécialisé témoigne : « Moi, j'ai vu des regards absolument extraordinaires que certains couples échangeaient pendant que je pouvais la seringue. C'est superbe. Je n'aurais pas été là, c'était pareil. Je me sen-

tais indiscrète. C'était vraiment beau à voir ».

Etre père donc, mais le rester ? Le divorce se répand à la vitesse d'une épidémie. Dans chaque cas, la paternité est remise en question, entamée, parfois carrément annulée. Mille et une guérisons se livrent autour de l'enfant. Les mères ont le beau rôle. La justice tranche, dans l'immense majorité des cas, en leur faveur, et les papas sont contraints à être pères de loin, de temps en temps. En pointillé.

Voilà qui ne redore guère le blason des pères, déjà fortement abîmé, comme en témoignent ces mots d'enfant recueillis par *Autrement*, à l'occasion de son enquête : « Le père idéal serait souvent là ; » « S'il y a un choix à faire, c'est moi qui décide » ; « Avec les claques, il a trouvé un bon truc » ; « Si j'avais besoin de protection, je demanderais d'abord à quelqu'un d'appeler la police. Après, j'appellerais mon papa et ma maman pour ne pas les inquiéter ».

L'admiration ? Un souvenir. Hugo Marsan a enquêté sur les homosexuels et ce qu'ils pensent de leur père. Ce n'est pas brillant dans l'ensemble : absence, indifférence, mépris, parfois haine, avec ce cas limite d'un garçon de dix-neuf ans, punk homosexuel. « Mon père ? C'est un con ! Il travaille comme un dingue pour

une paie lamentable. Si ça le dérange que je sois pédé ? Ça ou le reste, tout le dérange ! Je crois que si je lui donnais à choisir entre un fils bon chic-bon genre, discret mais homo, et un mec comme moi à l'allure punk, avec fringues démentées, aux cheveux jaunes en crête de coq qui ne serait pas homo... Au fond, il préférerait passer sur l'homosexualité du premier ! Seulement, il n'a pas de chance : je suis tout à la fois. » Voilà peut-être un père qui rêvait à un fils polytechnicien, rangé, propre. Et peut-il se dire : c'est ça que j'ai engendré ?

Il y a les fils qui déçoivent les pères. Les pères qui s'éloignent des fils. Il y a aussi les fils qui se rapprochent en extrêmes des pères qu'ils avaient cru largués pour toujours.

Ecoutez Brice Couturier, soixante-huitard reconverti, écrivant à son père : « Elle est bien retombée, aujourd'hui, la vague. Nul n'aurait pu prédire que celle qui la suivrait lui ressemblerait si peu. Mes anciens camarades vendent la culture dans les médias. Nous avons découvert les vertus du travail à trente ans, et gaspillons en fait nos vies à les gagner avec un bel acharnement. On peut soupçonner certains de mettre un humour second à se conformer à leurs pères cauchemars. J'ai des relations, des responsabilités, et des ambitions. On me dit de plus en plus souvent

que je te ressemble. C'était bien la peine... »

Retour du balancier, en Suède aussi. Il y a cinq ans, on y vota une loi fameuse pour interdire la tessée et autres châtements corporels. C'était, raconte Cornelia Spar, l'époque du « Velours Papa ». Ce papa était un « modèle de père et d'époux. Un être sans dents ni griffes, doux et passif, presque asexué à force d'avoir été dépouillé des attributs de la virilité classique. Il consacrait ses heures de loisirs à la gastronomie, au tricot, à la lecture de Proust et des manuels de psychologie ».

Voici qu'aujourd'hui, en réaction, émerge en Suède un autre papa modèle, son exact contraire, un papa qu'un journaliste a appelé « mâchoire de granit ».

« Alors que Velours Papa, cette lavette velléitaire aux contours flous, constitue un vrai danger pour ceux qui ne peuvent réellement se reposer sur lui, Mâchoire de Granit aime les plaisirs sains (la chasse, la pêche, les échecs). Il préfère jouer avec ses fils et leurs camarades plutôt qu'avec ses filles et leurs petites copines. Dans ses moments d'euphorie et d'irritation, il flanque des claques sonores sur le postérieur de ses compagnes. »

Retour à la case départ. On va pouvoir de nouveau se révolter contre le père. Mais, Granit ou Velours, il faut choisir !

BRUNO FRAPPAT.

Mémoire courte

Carré blanc et croix gammée

« Si l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons », écrivait Paul Eluard en parlant des martyrs de la déportation ; combien de fois cette phrase a-t-elle été citée dans les discours commémorant la déportation ou la victoire du 8 mai sur le nazisme ? Chaque déporté porte en lui le cri de milliers de voix de ses camarades torturés, assassinés, mais l'écho que pourraient répercuter les survivants est étouffé : on ne leur donne guère la parole, au mieux on la prend en leur nom, au pis on conteste leurs témoignages.

Une série de faits, du plus minime au plus grave, montrent le refus de nous entendre, ou l'utilisation erronée des images de la Résistance et de la déportation. Les mécanismes divers de la banalisation du nazisme et de la collaboration, que nous avons à plusieurs reprises analysés et dénoncés (1), portent leurs fruits et sont lourds de conséquences.

La crise de société que nous traversons n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale. Les valeurs sont devenues floues, mal localisées, relatives. Les valeurs républicaines sont récupérées et revendiquées par la droite pour elle seule, l'extrême droite, les avait longtemps méprisées. Le Front national fait oublier son passé et apparaît sur l'échiquier politique comme un parti parmi les autres. Pourtant, il est issu de mouvements dissous pour leurs violences et leurs liaisons avec l'extrême droite internationale fascisante ou franchement nazie.

Cependant, dans le malaise actuel, des franges non négligeables de la population vont rechercher auprès de l'extrême droite des valeurs rassurantes, car elle a édulcoré son langage et propose la sécurité avec son ordre autoritaire - après avoir accentué le thème de l'inséc-

rité, - et catégorise les groupes sociaux en « bons » et « mauvais », désignant ainsi à la vindicte les boucs émissaires responsables de la crise.

Durant les années 70, la mode rétro et le désir de faire preuve d'originalité, ont conduit certains à prendre le contre-pied d'images un peu trop simples de la Résistance, ou à exercer une critique sans mesure. On en est arrivé aujourd'hui au scepticisme et à la perte des valeurs de la Résistance, alors que, pourtant, les nouvelles générations demandent à recevoir une information aussi complète que possible sur toute la période de 1939-1945 et sur les courants de pensée et les événements qui l'ont préparée et suivie.

Quelques faits concernant les déportés montrent comment le scepticisme nous ôte la parole et laisse le champ libre aux calomniateurs et à l'extrême droite.

Au début d'avril, FR 3 avait programmé *Portier de nuit*, film de Liliana Cavani, dont le thème sado-masochiste est : « nous sommes tous victimes et bourreaux ». Dans la Vienne de 1957, une déportée juive retrouve son bourreau et amoureux, un ancien SS. Les images sont belles, les acteurs excellents. Le public est fasciné par la perversion sexuelle et par le drame « romantique » de l'échec du nazisme, puisque les amants trouvent la mort à la fin du récit.

A la sortie du film, nous avions protesté contre cette utilisation déréalisante du nazisme et contre le fait que la victime, une femme juive, est présentée comme consentante, objet sexuel passif. Cette image est outrageante pour les femmes déportées. Certes, l'auteur a voulu faire une analogie entre la perversité sexuelle et l'infection nazie, mais ne suscite-t-elle pas plutôt des fantasmes inquiétants ?

Les présidentes des deux principales associations de



« Portier de nuit », le film de Liliana Cavani, avec Dirk Bogarde et Charlotte Rampling, dont la projection, début avril, sur FR 3, n'aura pas été précédée de la mise en garde demandée par les deux principales associations de déportés.

déportées, l'Amicale de Ravensbrück et l'ADIR, sont entrées en contact avec plusieurs responsables de cette chaîne, à des niveaux de plus en plus élevés. Nous voulions obtenir non que le film soit déprogrammé, ce qui aurait été une censure et nous la refusons, mais une très courte intervention expliquant que ce film était une expression symbolique et ne pouvait en aucune façon traduire une réalité du nazisme ni donner une image d'une femme déportée.

Le temps qui aurait suffi pour dire ces deux phrases a été pris pour expliquer pourquoi le film portait le rectangle blanc : à cause de dures scènes sadiques. Lors des échanges téléphoniques, on nous avait averties : « Ne vous inquiétez pas, les parents pourront éloigner leurs enfants, les personnes sensibles fermeront leur porte. » Il a été impossible de faire admettre que cet avertissement, le rectangle blanc, ne répondait en rien à une mise

au point sur le nazisme. A notre étonnement de voir programmées de telles scènes en avril, peu avant la commémoration de la déportation, la réponse fut : « On n'y avait pas pensé ! »

Cette anecdote est très significative de l'attitude des médias à notre égard, et d'un climat plus général qui facilite l'extension des thèmes de l'extrême droite. Lors de la Journée de la déportation, Antenne 2 a fait l'effort de présenter un document inédit : le procès de vingt-cinq résistants filmés par les nazis en 1942. Il faut l'en remercier, mais, ailleurs, ce fut le silence. Anne Sinclair a eu le courage de présenter une réflexion sur la Résistance et la collaboration, dans laquelle deux authentiques résistants, Lucie Aubrac et Jacques Chaban-Delmas, dont les tendances politiques diffèrent totalement, ont su s'unir pour défendre la Résistance et récuser le soi-disant

« romantisme » du collaborateur Lucien Colombeau. Ce dernier avoue son remords, mais, dit-il, il avait vu en l'Allemagne nazie et en l'Italie fasciste des sauveteurs de l'Europe décadente.

Henri Amoureux se présente avec détachement : il a préféré rester neutre sous l'occupation, hors des querelles partisans, puisque, n'est-ce pas, « il y avait des salauds et des gens honnêtes dans les deux camps ». Dans le dernier tome de sa *Grande histoire des Français sous l'occupation*, il parle même de « guerre civile entre les Français », comme si les résistants ne luttaient pas en priorité contre l'occupant. La publicité de ce volume faite par le Comité du grand livre du mois déclare qu'en 1943 « les Français s'entreurent pour de l'argent, pour des idées », « la milice répliqua à la terreur par la terreur ». Le lecteur qui ferait confiance à l'interprétation de ce Comité pourrait croire que la violence vient

d'abord des résistants, l'oppression de l'occupant est occultée.

Nous avons déjà relevé dans des récits pseudo-historiques des années 70 des descriptions de résistants sous l'aspect d'aventuriers. Les ennemis de la Gestapo y sont montrés comme des individus minables ou même des trafiquants sordides (par exemple dans *l'Histoire secrète de la Gestapo*).

Salir la Résistance, idéaliser les héros nazis, est une vieille stratégie de l'extrême droite. M^e Jacques Vergès, l'avocat de K. Klaus Barbie, en profite. Mais lui pratique la banalisation dans l'horreur, puisqu'il veut défendre son client en accusant l'adversaire, la Résistance, de trahison, d'ignominie : c'est l'égalisation dans l'abject.

Les déclarations de Hardy font son jeu en laissant planer le doute quant à l'écrit : « Tout, je le souligne, est obscur et donc possible », à propos de la dénonciation de Jean Moulin, laissant soupçonner la culpabilité de l'un ou de l'autre de ses compagnons.

Ce climat sordide a été installé systématiquement par des revanchards de la collaboration, puis par les déçus des guerres coloniales regroupés dans l'POAS et par ceux qui veulent réhabiliter le fascisme et pour cela nient l'existence des chambres à gaz, ou encore par ceux qui, il y a quelques années, voulaient déstabiliser la démocratie par le terrorisme. Aujourd'hui, ils ont caché leur visage de loup sous le masque d'agneau du bon Français. Nous ne sommes pas dupes, mais il est indispensable que notre voix puisse enfin se faire entendre pendant qu'il est encore temps.

MARIE-JOSÉE
CHOMBART DE LAUWÈ.

(1) Cf. par exemple, le *Paroisse résistante*, n° 522, avril 1983.

1521 من الالاه